

Le défi du président pakistanais

Après avoir limogé son premier ministre et dissous l'Assemblée nationale, le général Zia ul Haq a indiqué, le mardi 31 mai, qu'il prendra lui-même la tête du gouvernement chargé d'organiser des élections générales dans un délai de trois mois. Ainsi, deux ans et demi après avoir abrogé la loi martiale, le chef de l'Etat pakistanais a décidé de reprendre toutes les commandes, à la satisfaction de l'armée, dont les pouvoirs sont automatiquement renforcés. Niant toute intention de rétablir la loi martiale - dont il avait été l'administrateur pendant plus de huit ans, de 1977 à 1985, - il a cependant clairement signifié sa volonté de redresser la barre.

Il est vrai que le Pakistan traverse une phase très difficile. L'ordre public ne règne pas. Depuis 1985, à Karachi, des émeutes intercommunautaires ont fait plus de cinq cents morts. Récemment, dans le Nord, des affrontements entre chiites et sunnites ont fait une centaine de victimes. Le 10 avril, l'explosion d'un dépôt de munitions à Rawalpindi avait ravagé des quartiers résidentiels limitrophes, tuant des centaines de personnes si l'on en croit divers témoignages.

M. Junjo - que le général Zia avait sorti de l'anonymat en le nommant premier ministre en 1985 - ne pouvait guère se targuer d'un succès, et le chef de l'Etat, en le limogeant, ne s'est pas fait faute de l'accabler. Mais il existait apparemment d'autres sujets de désaccord entre les deux hommes, notamment sur l'Afghanistan, le président passant pour moins favorable que l'ancien chef du gouvernement à la signature, le 14 avril, de l'accord de Genève. Enfin, il n'est pas exclu que le chef de l'Etat ait pris ombrage de l'autorité croissante de M. Junjo même si celle-ci était souhaitable dans le cadre d'une démocratisation du pays.

Le général Zia a-t-il donc choisi de sacrifier cette expérience - qu'il disait appeler de ses vœux - pour éviter, comme il semble le redouter, que son pays ne sombre dans l'anarchie ? La réponse n'est pas claire. En revanche, M. Zia paraît avoir marqué déjà des points en prenant tout son monde de vitesse.

Après avoir réclamé à cor et à cri des élections générales anticipées - pour remplacer une Assemblée élue en 1985, sous le régime de la loi martiale et à l'occasion d'un scrutin qu'ils avaient boycotté, - les principaux partis de l'opposition se retrouvent face à un cadavre empoisonné : des élections organisées aux conditions du général Zia, leur bête noire. M^{rs} Bhutto, tout indispensable de l'opposition dans la campagne, sera contrainte de limiter ses apparitions - elle est enceinte - et a déjà évoqué la possibilité d'un boycottage.

En plaçant ainsi ses adversaires devant un choix très délicat et en annonçant des enquêtes sur les finances de membres de l'Assemblée dissoute, M. Zia satisfait un public conservateur et donne des gages aux milieux indigènes. Soucieux de la stabilité du Pakistan, surtout au moment où se joue une partie très serrée en Afghanistan, Washington a réagi prudemment à cette nouvelle crise politique voulue par le président pakistanais, et que ce dernier paraît dominer. Les plus intégristes parmi les résistants afghans ne s'en plaindront pas, puisqu'ils ont toujours eu les faveurs de l'armée pakistanaise.

M 0147 - 0602 0 - 4,50 F



3790147004500 06020

Un entretien avec le candidat à l'investiture démocrate

M. Dukakis approuve le « ton conciliant » de M. Reagan à l'égard de l'Union soviétique

Dans un entretien accordé à notre correspondant, le candidat à l'investiture démocrate à la Maison Blanche, M. Michael Dukakis, qui est actuellement donné favori, a développé ses vues sur la politique étrangère des Etats-Unis - sujet sur lequel on lui reproche souvent d'être peu disert. Fervent partisan d'une réduction des armements et des budgets militaires, il approuve le « ton beaucoup plus

conciliant » que vient d'adopter le président Reagan envers le numéro un soviétique. A Moscou, MM. Reagan et Gorbatchev devaient achever leurs entretiens le mercredi 1^{er} juin. Ils ont échangé, en fin de matinée les instruments de ratification du traité sur l'élimination des armes nucléaires à moyenne portée. Les deux parties se disent résolues à faire avancer la négociation sur les armements stratégiques.

WASHINGTON de notre correspondant

M. Michael Dukakis a de bonnes chances d'être le prochain président des Etats-Unis. Assuré d'obtenir l'investiture du Parti démocrate pour l'élection de novembre, il est aussi largement favori dans les sondages face à l'actuel vice-président George Bush. Mais, si quelque chose doit l'arrêter dans sa course à la Maison Blanche, c'est le doute qui pèse sur ses compétences et surtout sur sa fermeté en matière de politique étrangère. Ses adversaires républicains s'attachent déjà à le présenter comme un nouveau Carter, un naïf tout plein de principes légalistes, voire un isolationniste.

Dans le discours « standard » qu'il répète, à quelques variantes

près, tout au long de sa campagne, M. Dukakis fait à peu près l'impasse sur les questions de politique étrangère, sinon pour s'indigner de l'attitude présente et passée de l'administration Reagan à l'égard de l'homme fort du Panama, le général Noriega, et pour souligner à l'occasion que les sommes énormes consacrées aux dépenses militaires pourraient être utilisées plus utilement.

Répondant à nos questions dans l'avion qui le ramenait à Boston, après quelques jours de campagne en Californie, le gouverneur du Massachusetts a révisé des idées moins univoques que celles qu'on lui suppose en général, mais aussi une approche assez différente selon les sujets abordés. Il prend en compte de relations Est-Ouest et de désarmement, et même disposé à reconnaître certains

mérites à M. Reagan, en particulier à propos de l'Afghanistan ; homme de principes et moraliste à propos de la guerre du Golfe et surtout de l'Amérique latine, sujet qu'il connaît le mieux et qui visiblement le passionne ; et résolument pro-israélien dès qu'on aborde le Proche-Orient.

Au cours des derniers mois, il avait pourtant semblé vouloir ménager l'avenir, se refusant par exemple à exclure formellement la création d'un Etat palestinien, ce qui lui avait valu certains reproches. Mais, ici, il semble faire mouvement en sens inverse : tenant un langage très proche de celui de M. Shamir, il fait porter toute la responsabilité de la situation sur les dirigeants arabes.

JAN KRAUSE (Lire la suite page 4.)

Soutien du dollar et masse monétaire Le piège de l'inflation

La cause est désormais entendue : le krach boursier, malgré les prophètes de malheur, n'a pas eu les effets qu'on en redoutait sur l'activité économique. C'est plutôt le contraire qui s'est produit : des Etats-Unis au Japon, de l'Europe occidentale à l'Australie règne dans les affaires un climat plus proche de l'euphorie que de la déprime. Les carnets de commandes se garnissent, les profits sont élevés.

par Paul Fabra

Au premier trimestre de cette année, le PNB américain a augmenté de 3,9 % en rythme annuel, et les chiffres d'avril ont confirmé, et parfois au-delà, la tendance. En France, l'INSEE se montre soudain optimiste sur les perspectives pour l'année en cours. En Allemagne fédérale, dont on déplore le faible dynamisme, l'économie paraît aussi se

dégourdir. Elle est en plein essor en Espagne, où la croissance pour les quatre premiers mois de 1988 aura, avec un taux de 5,5 %, dépassé les 5,2 % de 1987, le record de l'OCDE. En Grande-Bretagne, le débat porte sur la question de savoir s'il convient, dès maintenant, de casser la surchauffe. Mais le Royaume-Uni n'est plus seul à s'inquiéter d'un retour de l'inflation.

Dans ce domaine aussi, les prévisions les plus courantes ont été démenties. Avant même le 19 octobre, le « lundi noir » de Wall Street, toute une école d'économistes américains redoutait pour les Etats-Unis une *debt deflation*, dont tous les principaux éléments, loin de là, ne sont pas disparus. La plus grande banque du Texas n'a récemment évité la faillite qu'à la faveur d'une ruineuse opération de secours, les organismes d'épargne américains sont plus que jamais dans le rouge.

(Lire la suite page 30.)

M. Rocard et les partenaires sociaux

M. Michel Rocard a achevé sa consultation des partenaires sociaux le mercredi 1^{er} juin en recevant la FEN. Mais le premier ministre n'a pas encore précisé les orientations de sa politique économique et sociale.

Au même moment, M. Michel Durieux, ministre de la fonction publique, annonçait la prochaine abrogation de l'amendement Lamassouze, selon lequel toute grève, même d'une heure, dans la fonction publique, entraînait la perte d'une journée de salaire.

(Lire nos informations page 31.)

La recomposition du paysage politique français Le centre ou l'éternel retour

L'ouverture ? « Oui, mais sans complaisance et sous condition », affirmait M. Barre, mardi soir à Lyon. « Faire l'ouverture, ce n'est pas nous faire accepter n'importe quoi. » « Si nous sommes vaincus, nous ferons l'ouverture », déclarait mercredi matin le président du CDS, M. Méhaignerie. « Si nous sommes vaincus, nous prendrons le gouvernement au mot, nous ferons des propositions et nous verrons ce qu'il fera. »

par René Rémond

Singulière destinée que celle du centre et des centristes ! Parvenu à son bon point par la droite et la gauche qui méprisait ces alliés intermittents, montrés du doigt par les analystes qui leur reprochaient de troubler le jeu, et qui les rendaient responsables de l'instabilité ministérielle, de l'impuis-

sance des gouvernements et de la confusion des pouvoirs, victimes du désir de simplification du système politique, laminés entre les blocs antagonistes, éliminés progressivement du champ politique par la pratique répétée du scrutin majoritaire, ils avaient disparu depuis près de quinze ans de la scène politique. La bipolarisation avait fait place nette et exercé jusqu'à leur souvenir. Dominait sans partage le couple antagoniste et complémentaire droite-gauche.

Or, voici que, depuis quelques jours, les centristes ont refait surface : ils sont de part et d'autre l'objet de toute sorte de sollicitations et de prévenances auxquelles ils n'ont plus guère l'habitude : la recomposition des forces politiques dépendrait pour partie de leur décision. Etonnant retour de fortune qui donnerait à croire qu'ils n'avaient pas tout à fait disparu. Que sont donc ces centristes ? D'où viennent-ils ? Ont-ils une histoire ?

Mais pour avoir une histoire encore faudrait-il qu'ils aient une

existence. Le centre existe-t-il bien ? Beaucoup en doute ou font profession de ne pas croire à son existence. Pour la gauche, le centre n'est qu'une droite qui ne s'avoue point mais qui travaille pour elle, et pour la droite, c'est un allié objectif, même s'il n'en a pas conscience, de la gauche dont il fait le jeu. Dans l'hypothèse la moins défavorable, on consent à admettre que le centre est un point de passage, une étape de la migration des formations en provenance de la gauche emportées par le mouvement qui entraîne l'ensemble du système vers la droite. Pas question de reconnaître dans le centre une force autonome ayant en propre un corps de doctrine.

Et pourtant, un regard sur l'histoire des grandes tendances politiques depuis une quarantaine d'années apporte l'assurance que le centre existe bel et bien. A plus forte raison si l'on remonte plus haut dans le passé, par-delà la césure de la guerre, seconde du nom.

(Lire la suite page 14.)



L'ENQUÊTE : Renaissance de l'Eglise en URSS

En dépit des persécutions qu'elle a subies sous un régime officiellement athéiste, l'Eglise orthodoxe russe témoigne d'une étonnante vitalité. PAGES 10 et 11

Une marée d'algues Importants dégâts écologiques le long des côtes scandinaves. PAGE 26

Détente en Nouvelle-Calédonie Alors que la polémique à propos de l'assaut d'Ouvéa se poursuit en métropole, M. Lafleur, chef de file des anti-indépendantistes, se montre conciliant sur l'avenir du territoire. PAGE 15

Le sommaire complet se trouve en page 36

GENERATION MOCKY

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

Le Festival des arts électroniques de Rennes

Les vingt-cinquièmes rencontres théâtrales de Berlin

Un entretien avec Patrick Dupond

Pages 17 à 19

Le Monde

MAIRIES DE FRANCE MAIRIE-EXPO 88

N° 8 MAIRIES DE FRANCE est réalisé sous la responsabilité de MAIRIE-EXPO 88 sur quatre pages achetées au quotidien LE MONDE. JEUDI 2 JUIN 1988.

EDITORIAL

MARIANNE... SANS COMPLEXE !

32 millions d'électeurs auront réservé d'ici au deuxième tour des Elections Législatives quatre de leurs week-ends printaniers pour s'exprimer politiquement. C'est sous le regard de Marianne, emblème tutélaire de notre démocratie, que les Françaises et les Français auront accompli leurs obligations civiques.



Figure de proue de nos cartes d'électeurs, Marianne est omniprésente sur nos billets de Banque et pièces de monnaies, nos timbres-poste, nos déclarations d'impôts, nos capsules de bouteilles de vin et même nos contraventions.

Marianne, obsession de notre Etat et de notre civilisation. Marianne, n'appartient ni à la gauche ni à la droite. Marianne existe aussi en Or, récompense suprême décernée à MAIRIE-EXPO aux Maires de France qui ont su conquérir la confiance de leurs concitoyens par leurs initiatives et leur sens aigu de la vie publique.

« Aide-toi à gagner, Marianne t'aidera ». « Montre ta force, étale ta générosité et Marianne en témoignera » c'est le sens du livre qui paraît cette semaine. « Le Complexe de Marianne », aux Editions du Seuil, par le Professeur Paul TROUILLAS, Conseiller Municipal de LYON.

L'auteur démontre la volonté si particulière qu'ont les Français d'être différents politiquement, de vouloir encore étonner le monde, de soutenir leurs grands principes fondateurs.

Généreuse, Marianne consolera tous ceux qui ne seront pas les Elus du suffrage universel, qu'ils soient anciens Ministres, anciens Députés, car ceux-ci se replieront sur leur mandat municipal qui est probablement le plus beau des mandats en attendant les prochaines Elections Cantonales et Municipales.

Dans leur petite Mairie ou dans leur Hôtel de Ville, Salle des Mariages ou Salle du Conseil Municipal, ils retrouveront le buste de Marianne... toujours elle ! Si près des citoyens et des réalités concrètes, elle continuera à présider aux épousailles, elle surveillera l'édification des cités, soutiendra les consensus locaux, plus nombreux qu'on ne le dit.



Ainsi, sous l'autorité de Marianne, continuera à se forger la France du terrain et de la vie quotidienne.

Sous toutes les Républiques Marianne reste le symbole de la Liberté, de l'Egalité, de la Fraternité.

Alain TRAMPOGLIERI
Commissaire Général de MAIRIE-EXPO

CREDIT LOCAL DE FRANCE : PREMIER BILAN

Le 24 mai s'est tenue à PARIS la première Assemblée Générale du CREDIT LOCAL DE FRANCE.

Cette réunion consacrait la transformation en Etablissement Financier de plein exercice de cet Organisme qui a succédé en Octobre 1987 à la CAECL.

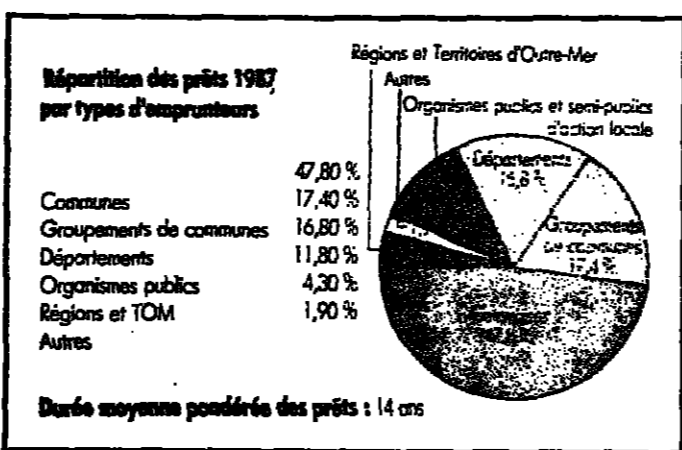
Présidée par le Président du Conseil de Surveillance Jean-Pierre ROUX, Maire d'AVIGNON, elle

rassemblait les représentants des principaux actionnaires : le Directeur du Trésor et le Directeur Général des Collectivités Locales au Ministère de l'Intérieur ainsi que Robert LION, Directeur Général de la Caisse des Dépôts et Consignations, Paul MENTRE, Président du Crédit National, Jean-Louis GIRAL, Président de la Fédération Nationale des Travaux Publics et des représentants du Crédit Communal de Belgique et des Caisses d'Epargne.

Au cours de cette réunion, Pierre RICHARD, Président du Directoire, a commenté les résultats 1987 de l'Etablissement. Il a en particulier mis en valeur l'activité importante du CREDIT LOCAL DE FRANCE qui a prêté près de 34 Milliards de Francs en 1987, en augmentation de près de 20 % sur l'année précédente. LE CREDIT LOCAL DE FRANCE confirme ainsi sa position de Premier Banquier du secteur local.

Il a d'autre part mis en valeur la diversité des prêts consentis par son Organisme. En effet, jusqu'en 1986 la monoculture en matière de prêts restait encore la règle. Depuis 1987 une douzaine de produits différents sont proposés aux Collectivités Locales. En particulier près de 5 Milliards indexés sur l'ECU.

Finançant des équipements d'infrastructure à durée de vie très longue, ces prêts sont consentis pour une durée moyenne



de 14 ans. Prêteur sûr le CREDIT LOCAL DE FRANCE les adosse sur des ressources collectées pour la même durée sur les marchés financiers.

En outre, le CREDIT LOCAL DE FRANCE offre aux Collectivités Locales la possibilité de grouper leurs émissions directes sur les marchés à travers FLO-RAL, et propose des financements par Crédit-Bail à travers sa filiale FLOBAIL.

Le CREDIT LOCAL DE FRANCE, avec près de 26 Milliards de Francs d'émissions obligataires en Francs Français est ainsi le premier émetteur après l'Etat. Il est également le premier émetteur français sur l'Euro-Marché de l'ECU.

Pour ses opérations internationales, le CREDIT LOCAL DE FRANCE s'est vu confirmer par les Agences de notation la qualité de sa signature avec la meilleure note possible, triple A.

1987 a été aussi une année de forte activité en matière de réaménagement des prêts. Le CREDIT LOCAL DE FRANCE avec la CAISSE DES DEPOTS a en effet engagé, au bénéfice des Collectivités Locales, un important effort pour la gestion active de la dette.

UN ETABLISSEMENT FINANCIER SOLIDE

Le CREDIT LOCAL DE FRANCE est désormais une Institution Financière spécialisée qui compte dans le paysage financier.

Son bilan fin 1987 atteint 153 Milliards de Francs et ses fonds propres sont de 8 Milliards de Francs, ce qui lui permet de respecter dans les meilleures conditions les ratios prudentiels bancaires.

Sur ces bases solides le CREDIT LOCAL DE FRANCE peut offrir des conditions avantageuses aux Collectivités Locales pour poursuivre son rôle de partenaire financier privilégié.

Bonjour Monsieur le Maire ! Robert VIGOUROUX

Maire de Marseille

Malgré l'animation de la campagne électorale locale Marseille va son chemin...

L'heure est partout aux estrades, aux tribunes et à la course électorale. Mais dans une cité phocéenne devenue, le nombre médiatique de l'actuelle campagne législative, les difficultés demeurent. Dans son bureau de l'Hôtel de Ville, Robert Vigouroux s'y attelle. Et poursuit imperturbablement le travail qu'il a entrepris depuis deux ans.

Depuis qu'il a pris la succession de Gaston Defierre, à la tête de la municipalité phocéenne. Sans parler de l'œuvre conduite en matière de ré-appropriation du centre ville, de la réhabilitation de l'habitat social dans les grands ensembles périphériques et de l'effort engagé au plan social, voici quelques axes de son action...

Cap sur l'environnement

La plus grande station d'épuration souterraine du monde est phocéenne. Elle a été inaugurée voici dix-huit mois, et permet, dans une seconde usine à ciel ouvert implantée au cœur des Calanques, de traiter les boues produites par la première afin de les ré-utiliser en sylviculture. Quant aux eaux purifiées, elles auront, entre-temps, été renvoyées à la mer ! Fort de cette compétence en matière d'assainissement et d'environnement, Robert Vigouroux a signé voici trois mois un protocole d'accord avec Aldo Manos, le coordonnateur du programme d'action prioritaire des Nations Unies en Méditerranée. Objectif commun : accueillir, ici, des stagiaires venus des quatre coins du Mare nostrum. En attendant d'ouvrir ces stages aux futurs techniciens de tous les pays demandeurs...



Robert P. Vigouroux au balcon de la Mairie.

Economie : Marseille s'accroche...

Aménagement systématique de terrains en ZAC, po-

litique de réhabilitation des « friches » industrielles — avec la création de villages d'entreprise et la remise en état de milliers de mètres

carrés de locaux : la cité phocéenne souffre de la crise économique. Mais se bat. Et si son avenir, comme son passé, passe

par la mer, Robert Vigouroux a d'ores et déjà entrepris de rapprocher les partenaires de ce port autonome qui vit actuellement des heures-charnières et où siège désormais l'un de ses représentants. Marseille gagne, aussi. Grâce à la COMEX notamment, dont les plongeurs — accompagnés de ceux de la Marine nationale — viennent de battre le record du monde de plongée à - 520 mètres au cours de l'opération Hydra VIII. Des plongeurs que, poursuivant une politique de visite systématique aux entreprises de la ville, Robert Vigouroux est allé saluer lors de leur longue et délicate phase de décompression avec Henri Delauze, le patron de COMEX, François Le Bars, le président de la Chambre de Commerce et d'Industrie, Jean-François Le Maire, directeur général de l'Institut de Robotique et d'Intelligence Artificielle de Marseille, et Jean-Louis Armand, le président du Directoire de l'Institut Méditerranéen de Technologie.

(Suite page 3)

(Publicité)

MAIRIES DE FRANCE

MAIRIE EXPO 88

L'INVITE

FETE ET CEREMONIES



Le Sculpteur CESAR vient de découvrir sur un marché provençal un buste de Marianne polychrome tout à fait rarissime qu'il a offert à son ami Alain TRAMPOGLIERI.



Activité intense aux Ateliers de Moulage du Louvre qui éditent tous les bustes de Marianne. Gay De CHARON vient de livrer aux RELATIONS PUBLIQUES DE FRANCE quelques Marianne inédites qui viendront enrichir la collection.



Avant de s'envoler pour la Chine où il va donner un grand dîner sur la grande Muraille en cette fin de semaine, Pierre CARDIN a fait savoir qu'il serait de nouveau candidat, en juillet prochain, au poste de Maire du Faubourg Saint-Honoré. Tous les sondages le donne favori dans cette élection organisée par les RELATIONS PUBLIQUES DE FRANCE qui font voter tous les riverains « célèbres » du Palais de l'Élysée et de la Place Beauvau.



Marc-Noël VIGIER, Président-Directeur Général des EDITIONS DU MONTEUR, a organisé à la Librairie du Monteur, Place de l'Odéon à Paris, une réception à l'occasion de la sortie de l'ouvrage du créateur Jean-Michel WILMOTTE, qui vient de réaliser, entre autres, le réaménagement de la Mairie de Nîmes ainsi que le Théâtre de la Ville.



Le Professeur Paul TROUILLAS, Conseiller Municipal de Lyon, a remis le premier exemplaire de son livre « Le Complexe de Marianne » (aux Editions du Seuil) au Commissaire Général de MAIRIE-EXPO, Alain TRAMPOGLIERI qui va en adresser un exemplaire dédié à tous les Maires « Marianne d'Or ». Une importante réception sera organisée à LYON le 14 juin prochain, à la Cour des Loges, à l'occasion du lancement de cet ouvrage.

MAIRIES DE FRANCE
Rédaction, Réalisation : Christian HOYOS
Photocomposition : Flash Compo
RELATIONS PUBLIQUES DE FRANCE
7 Bis, Place du Palais Bourbon - 75007 PARIS Tél. : (1) 47.53.93.16
Prochaine parution : 14 juillet 1988

Christian de BARBARIN-PAQUET

Maire de Vauvenargues
Président de l'Union des Maires des Bouches-du-Rhône

En visitant MAIRIE EXPO 1987 à TOULOUSE, j'avais été frappé par le caractère à la fois régional et universel de ce Salon des Mairies. Ce rendez-vous annuel devenu en quelques

années un véritable marché, rassemblait tous les instruments modernes de gestion et de communication nécessaires aux chefs d'entreprises d'un genre particulier, que sont les Maires de France et d'Europe.

LES MAIRES A TOUT FAIRE

En deux siècles, les Maires et les Conseils Municipaux des 36 000 communes de France, sont devenus un des plus solides et des plus populaires fondements de notre démocratie.

On attend tout des Maires : la gestion du budget, la maîtrise de la fiscalité, la création des emplois, la lutte contre le chômage, la protection de l'environnement, la sécurité, la gestion des services communaux, mais aussi l'école, la poste, le téléphone, la vie culturelle, etc.

La décentralisation a institutionnalisé ces responsabilités, en conférant aux Mairies les pouvoirs et finalement une bonne partie des moyens.

L'ECOLE DES MAIRES

Où peut-on apprendre à devenir Maire et Conseiller Municipal ?

Dans ce contexte, l'UNION DES MAIRES DES BOUCHES-DU-RHÔNE, soutenue par les moyens importants et politiquement désintéressés du Conseil Général, s'est efforcée d'être un lieu de rencontres et de formation. Pluraliste et tolérante,

notre Union bénéficie de la collaboration compétente et sans réserve des fonctionnaires de l'Etat.

Des groupes de travail et des réunions se mettent en place dès que l'actualité le nécessite : fiscalité, urbanisme, permis de construire urbains et ruraux, sécurité civile, incendie, sécurité et pouvoirs de police des Maires, peines de substitution.

Si l'ASSOCIATION DES MAIRES DE FRANCE et MAIRIE 2000 nous aident à organiser par ailleurs des réunions de formation spécifiques, la véritable expérience s'acquiert sur le terrain, par une pédagogie active et pratique.

Les élections de 1983 ont fait surgir une nouvelle génération de Maires et de Conseillers Municipaux modernes ; sens aigu des responsabilités, soit de connaissances, et volonté de participer activement à la gestion de la Mairie.

Avec eux, les communes ont de véritables équipes, qui ont besoin des outils de gestion et d'information, pour préparer l'avenir des communes dans l'Europe.

L'Union des Maires des Bouches-du-Rhône et le Centre Départemental de Gestion de la Fonction Pu-

blique Territoriale des Bouches-du-Rhône seront présents à MAIRIE EXPO, cet

extraordinaire marché de la gestion, de l'équipement et de la communication.



Christian DE BARBARIN-PAQUET.

L'UNION DES MAIRES DES BOUCHES-DU-RHÔNE ET DE LA REGION PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

L'UNION DES MAIRES DES BOUCHES-DU-RHÔNE regroupe la totalité des 119 communes, toutes dimensions et toutes tendances politiques confondues :
— MARSEILLE : 1 000 000 d'habitants
— 7 villes de plus de 30 000 habitants
— 14 communes de 10 000 à 30 000 habitants
— 97 communes de moins de 10 000 habitants.
Elle est fédérée à l'UNION REGIONALE DES 940 Mairies de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, actuellement présidée par Monsieur Marcel LESBROS, Maire de La Salce et Président du Conseil Général des Hautes-Alpes.

LA COURLY

LA COMMUNAUTE URBAINE DE LYON
LA COURLY, C'EST 55 COMMUNES, 50 000 HECTARES, 1 200 000 HABITANTS

Dans les années soixante, les grandes villes étaient en pleine expansion, et les frontières municipales multipliaient les obstacles à une organisation rationnelle et moins onéreuse des grands services publics. Le besoin d'une coopération intercommunale ne devait pas tarder à se faire sentir, timide tout d'abord, puis plus complexe, impliquant l'abandon de certaines souverainetés. Différents types de regroupements intercommunaux virent le jour, tentatives qui n'aboutirent pas toujours aux résultats escomptés, les grandes agglomérations par ailleurs n'ayant pas opté pour ce mode de coopération. C'est dans cet esprit que sont nées les Communautés Urbaines, par une loi adoptée par l'Assemblée Nationale en 1966, répondant à trois impératifs : adapter les structures administratives à la réalité physique d'une agglomération, promouvoir une gestion solidaire des services publics et assurer une organisation rationnelle du développement urbain. Avec la création de la Communauté Urbaine, l'agglomération lyonnaise, forte de 1 200 000 habitants répartis sur 50 000 hectares, s'est dotée d'un formidable outil de travail.

La délimitation de la Communauté, préparée avec soin avant sa création sur la base d'études préalables, s'est effectuée en fonction de critères précis, notamment dans le souci de la continuité spatiale de l'agglomération, mais aussi de celle des communes membres, en évitant les no man's land, dans le souci également de la création d'une structure d'investissement qui maintiendrait la cohérence avec le domaine du fonctionnement.

La Communauté Urbaine de Lyon est dirigée par un Président et un bureau de 12 Vice-Présidents, élus par le Conseil Communautaire qui regroupe 140 conseillers, élus au second degré par les communes, dont ils assurent la représentation. Administrativement parlant, elle est placée sous l'autorité d'un secrétaire général, et divisée en quatre grandes directions : l'Administration, la Planification, le Développement, les Equipements ; une organisation qui permet aux élus de suivre chronologiquement les projets et de préparer leur décision, du lancement d'une idée jusqu'à l'ouverture effective du chantier et sa gestion ultérieure. Créée pour prendre en charge la politique et les objectifs au niveau de l'ensemble de l'agglomération, la Communauté Urbaine assume cinq rôles capitaux pour le développement des 55 communes qui la composent : un rôle de prépara-

tion et de planification avant tout, par l'établissement de documents d'urbanisme et le suivi d'une politique foncière ; un rôle d'investissement pour les communes membres, dont les compétences sont largement transférées ; un rôle de cohérence et de coordination, par le lancement



Francisque COLLOMB, Sénateur Maire de LYON, Président de LA COURLY, Maire Marianne d'Or 1986.

des opérations d'urbanisme, la réalisation des grands équipements, la maîtrise de l'énergie ; un rôle d'équipement, par les compétences techniques qu'elle assure, l'eau, la voirie, l'assainissement, le logement social, les équipements scolaires, et enfin un rôle de « services d'agglomération », par la prise en charge de la sécurité civile — plus de mille sapeurs-pompiers —, des problèmes d'environnement et de la collecte des ordures ménagères, des transports urbains, des abattoirs et du marché d'intérêt national.

UN ATOUT POUR LES PETITES COMMUNES

Si les premières années de fonctionnement ont bénéficié d'une conjoncture économique plus aisée, il n'en demeure pas moins que la Communauté Urbaine s'efforce toujours de remplir au mieux sa mission d'équipements et de développement de toute l'agglomération. Ainsi, elle a réellement apporté une égalisation des équipements structurants : eau, voirie, assainissement et permis aux plus petites communes d'atteindre un bon niveau d'équipement.

Mais elle contribue également à assurer une cohérence progressive en matière de planification et d'ouverture des terrains à l'urbanisation, par notamment un rééquilibrage entre l'est et l'ouest de l'agglomération. Ainsi, par les moyens considérables qu'elle consacre tant à la réalisation d'équipements nouveaux qu'à leur entretien, la Communauté Urbaine demeure un donneur d'ouvrage important, en raison des nombreuses attributions qui lui sont confiées, de même qu'elle constitue un potentiel économique non négligeable par l'emploi qu'elle offre à 6 000 agents techniques et administratifs.

La Courly rue du Lac - 69003 LYON - Tél. : 78.63.40.40

MAIRIES DE FRANCE

MAIRIE-EXPO88

MECENAT

LE TOUR DE FRANCE DU TABLEAU DE GEORGES DE LA TOUR

« Saint Thomas » débarque à Marseille

Après Nantes, Bordeaux et Lyon, les Musées de Marseille ont le privilège, depuis hier soir, de présenter le « Saint Thomas » de Georges de La Tour qui a fait l'objet d'une grande première en France : une souscription publique.

Grâce à l'un des mécènes de cette opération, les Groupes SARI et SEERI, le tour de France de ce chef-d'œuvre se poursuivra durant juin et début juillet à Saint-Etienne, Nancy, Roubaix, Lille et Toulouse.

A l'occasion de sa présentation, ce mardi 31 mai à Marseille, en présence de Monsieur Olivier CHEVELLON, Directeur des Musées de France et de Monsieur Robert VIGOUROUX, Maire de Marseille, Christian PELLERIN, P.D.G. de SARI, nous expliquons les initiatives prises par son Groupe au profit du mécénat :

« Avec le mécénat, nous poursuivons plusieurs objectifs. Le premier d'entre eux s'attache à la satisfaction que nous éprouvons à contribuer, en dehors de nos tâches quotidiennes, à l'enrichissement du patrimoine national ou à la satisfaction de nos concitoyens, ou encore au soutien d'artistes qui interviennent dans l'environnement de la construction, de l'architecture ou de l'urbanisme.

En agissant ainsi, nous éprouvons un plaisir qui n'est plus simplement d'ordre économique ou financier.

Nous avons le souci de nous associer aux initia-

tives des collectivités locales avec lesquelles nous travaillons, lorsque celles-ci mettent en œuvre une manifestation culturelle ou organisent une exposition, un festival, ou encore entendent ne pas laisser à la capitale la primauté d'événements artistiques.

Question : Avez-vous des exemples concrets ?

Ch.P. : Nous avons agi de la sorte lorsque avec les Musées nationaux, nous avons monté toute l'opération Orsay avant Orsay. Elle a permis à 3 villes françaises, avant même l'ouverture du Musée à Paris, d'accrocher aux cimaises de leurs établissements près

de 30 toiles provenant de grands maîtres impressionnistes. Toulouse, Lyon et Antibes pour Cannes et Nice, ont eu priorité sur les Parisiens. Il en sera de

Musées de France, aux vœux des Maires, des conseils municipaux et des associations culturelles de ces cités régionales. Il est également des festivals que nous

que Jorge Lavelli et le nouvel établissement méritent. Il est situé à l'Est de Paris, mais dans des quartiers en plein développement.

Question : Trouvez-vous votre intérêt à cela ?

Ch.P. : Ma réponse est affirmative ! C'est aussi l'un des objectifs que nous poursuivons. Notre entreprise est mécène, mais elle y trouve son compte ! Tout d'abord, par la considération qui lui est portée pour ce qu'elle entreprend, ensuite pour la réputation qu'elle se fait auprès des habitants et résidents des cités dont elle contribue à soutenir la vie culturelle.

Enfin, parce que à l'occasion de ces manifestations, la presse, les médias, nous aide à mieux faire connaître nos entreprises et nos réalisations.

Vous dirais-je encore que les liens que nous tissons à l'occasion de ces manifestations avec les responsables locaux, politiques, économiques, s'imprègnent plus aisément de sympathie et que la communication s'établit infiniment mieux dans ces conditions.

Question : Ce qui étonne, c'est la diversité de vos actions de mécénat ? Y a-t-il à cela une raison ?

Ch.P. : C'est d'abord l'opportunité. C'est vrai

qu'à Charenton, nous soutenons la construction du Musée de la Lithographie, qu'ailleurs nous édifions des ateliers d'artistes, que de même nous avons soutenu au Salon des Artistes Décorateurs la réalisation du fameux Nador. Mais chacune de ces interventions correspond, soit à la réalisation de programmes locaux soutenus par les municipalités ou les pouvoirs publics : soit à la mise en place d'équipements nécessaires à l'activité économique des villes, tels que nos « Centres de Communications des Entreprises » ; soit encore ceux des mises à l'étude de projets d'aménagement dont se soucient les municipalités.

On a dit de nous que nous étions les partenaires culturels des collectivités locales. Il y a à cela du vrai ; mais il y a également dans notre dessein un réalisme qui n'est jamais exclu dans ce que nous entreprenons.

Question : A l'occasion du prochain Mairie Expo, afficherez-vous vos futures initiatives de mécénat ?

Ch.P. : Nous répondrons surtout aux préoccupations des collectivités et aux demandes qui seraient formulées par les élus et administrateurs locaux.



Christian PELLERIN en compagnie de Michel CHAUTY Sénateur-Maire de NANTES.

même du St-Thomas de Georges de La Tour que vous évoquiez voici un instant. Il sera reçu par les Musées de Nantes, Toulouse, Bordeaux, Marseille, Lyon, Nancy, Lille et Roubaix, avant de rejoindre définitivement le Musée du Louvre.

En agissant ainsi, nous pensons répondre, indépendamment de ceux des

soutenons, tel le festival de jazz international d'Antibes-Juan-les-Pins.

Question : La capitale est donc laissée de côté ?

Ch.P. : Pas du tout ! Pensez à ce que nous avons fait pour le tout nouveau Théâtre National de la Colline dont nous soutenons la communication, afin de lui donner dès sa naissance toutes les chances du succès

Dans le lancement d'une Maison de la musique et la création d'un second orchestre de la ville. Dans l'installation du Musée d'archéologie méditerranéenne à la Vieille Charité, et la création d'un Musée des arts primitifs. Et ce n'est pas tout ! Voilà le Musée des arts décoratifs et de la mode, et la création d'un Institut de la mode à l'initiative de Marilyn Vigouroux. Voilà la mise en place d'un premier cycle supérieur à vocation internationale (une « Première » en France) à l'Ecole de l'Art de Luminy, l'extension des bibliothèques de secteurs, la signature d'accords avec l'Etat afin de rénover la Tour du Roy René et le



Dans le bain avec l'équipe de France de water-polo.

portera la seconde édition de l'Eté Marseillais, c'est désormais une évidence : Marseille bouge. Beaucoup.

rains d'entraînement pour les joueurs de son club de football-phare. La preuve ? Au-delà d'une piscine, d'un dojo régional, d'une plaine sportive dans ses quartiers nord, dont l'aménagement a été décidé pour la seule année 87 afin d'étoffer sa palette d'équipements sportifs, Marseille s'offre enfin un complexe pluri-disciplinaire de 5 à 7 000 places dont la construction devrait s'achever à la fin de l'été. Une sorte de Bercy où, seul, le cyclisme n'aurait pas droit de cité, à deux pas du métro et du stade vélodrome. Pour la natation, en tous cas, pas de problème. A preuve, cette équipe de France de water-polo que Robert Vigouroux accueille sur les marches du Pharo, et dont l'ossature, en vue des futurs J.O. de Séoul, est composée, formée de poloistes du Cercle des Nageurs local — regroupés ici autour de leur président M. Albert Vahouni.



Le vernissage de l'exposition Jean-Paul GOUDE au Musée CANTINI.

Chemin de Ronde du Fort St Jean, sur le Vieux-Port. Avec deux commandes majeures aux sculpteurs Jean Amado et Richard Baquié, les vingt mille spectateurs rassemblés en quelques jours par Maurice Béjard, de retour au pays, et les 150 manifestations que com-

L'OM, les nageurs, n'ont pas seulement, même si le stade vélodrome largement rénové désormais, la ville de Marseille vient de s'engager à aménager trois ter-

Il y a l'OM. Certes ! Mais pas seulement, même si le stade vélodrome largement rénové désormais, la ville de Marseille vient de s'engager à aménager trois ter-

Bonjour Monsieur le Maire ! Robert VIGOUROUX Maire de Marseille

Marseille emprunte moins cher...

Pour une collectivité qui prévoit d'emprunter entre 750 et 1 100 millions de francs en 88, le contrat signé voici une dizaine de jours entre Robert Vigouroux et Pierre Richard, le président du Crédit Local de France, ex-Caecl, est pour le moins d'importance. Car il offre à la cité phocéenne la possibilité de bénéficier désormais de la modernisation des marchés financiers. Avec un avantage triple : jouer de la concurrence en procédant à un tour de table parmi les banquiers, afin d'obtenir le financement d'équipements aux meilleures conditions ; n'emprunter qu'en fonction des besoins de la trésorerie ; substituer à un système



En visite à la COMEX.

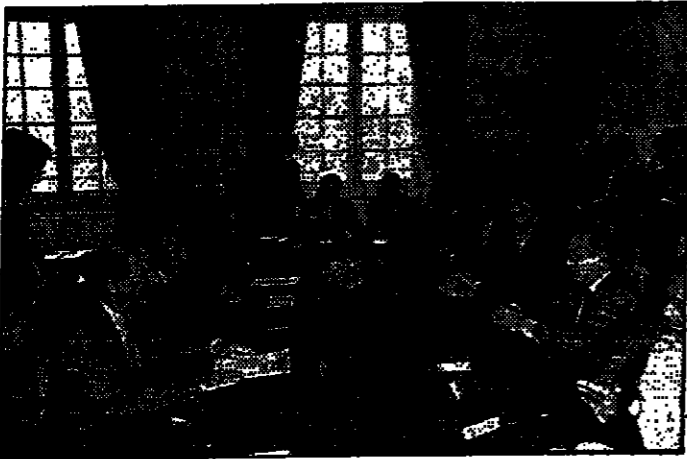
de dette figée à un taux d'intérêt fixé pour une période assez longue, un processus souple qui ajuste l'ensemble des dettes en cours au meilleur taux possible du moment !

Priorité à la culture...

Priorité, au-delà du choix en ce qui concerne l'action conduite en matière d'édu-

cation : la culture. Ainsi les budgets de la cité phocéenne 87 et 88 ont-ils augmenté en moyenne de 15 % par an. Avec un résultat immédiat : une effervescence de projets et un dynamisme qui se sont traduits notamment par une exposition « Jean-Paul Goude-La french correction », que Robert Vigouroux inaugure ici aux côtés de son épouse Marilyn et de leur fille Sophie, de Jean-Paul Goude, de Farida — Arletty des Minguettes pour qui ce dernier voudrait créer un grand opéra et du styliste Azzedine Alaïa.

Mais les conséquences de cette politique offensive s'inscrivent en réalité tous azimuts. Dans la création ou la rénovation de cinq théâtres, dont un théâtre permanent de marionnettes, et dans le doublement des écoles de musique implantées dans les quartiers.

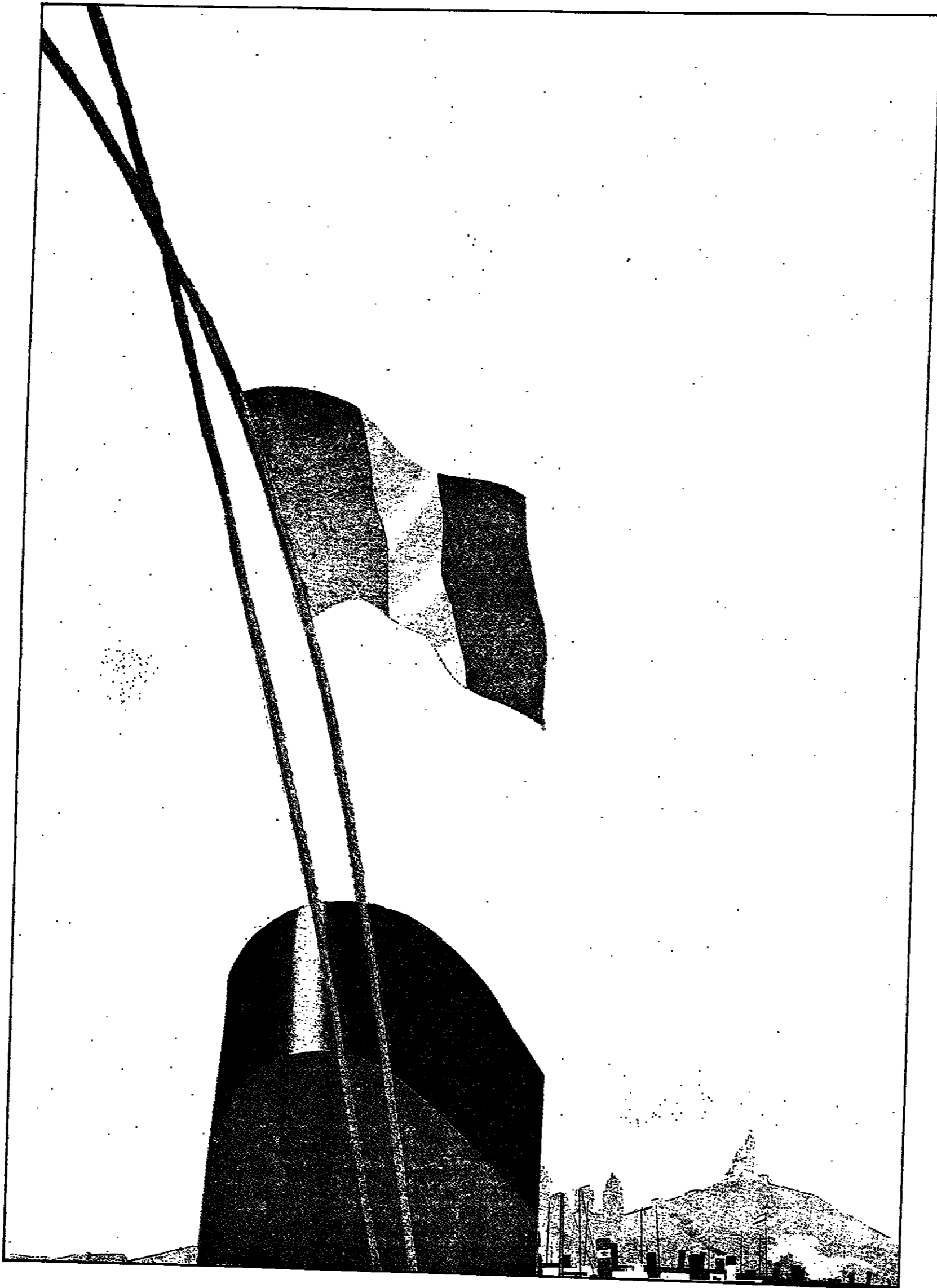


MARSEILLE emprunte moins cher

(Publicité)

MAIRIE EXPO

Le rendez-vous annuel des élus et décideurs des collectivités locales



MARSEILLE

14-18 OCTOBRE 1988



SARL



Relations Publiques de France, 7 bis, place du Palais Bourbon, 75007 PARIS - Tél. : 47.53.93.16

Europe

YUGOSLAVIE : fin de la conférence de la Ligue des communistes

La direction du parti a été mise en accusation

La conférence nationale de la Ligue des communistes de Yougoslavie (LCY), qui s'était ouverte dimanche à Belgrade, a terminé ses travaux mardi soir 31 mai, après trois jours de débats souvent très vifs et très critiques contre la direction du parti...

Les délégués ont été unanimes à reconnaître que la Ligue est en perte d'influence. Ils ont avancé des chiffres sur le nombre croissant de ceux qui la quittent, surtout des jeunes.

Le texte intégral ne sera connu que dans quelques jours. La conférence avait décidé au dernier moment d'autoriser les commissions compétentes à en modifier certains passages...

Des responsables soviétiques ont tenté, le mardi 31 mai, de minimiser l'importance des propos tenus par l'ancien chef du parti à Moscou, M. Boris Eltsine...

BELGRADE de notre correspondant

Si un observateur non initié était entré du 29 au 31 mai dans le Palais des conférences de Belgrade, il aurait eu le sentiment d'assister aux réunions dans plusieurs salles d'un mouvement d'opposition dont les adhérents étaient indignés par la situation économique et politique d'un pays communiste...

Desintégration

Plusieurs délégués ont mis en cause les directions collégiales, du sommet à la base. Elles n'ont pas fait preuve d'efficacité, et il faut renoncer au système dit de rotation qui, chaque année, suscite de prof-

Autriche

Le Congrès juif européen (CJE) a lancé, mardi 31 mai, un appel au pape Jean-Paul II, lui demandant de ne pas rencontrer le président autrichien Kurt Waldheim, lors de la visite qu'il doit effectuer en Autriche du 23 au 27 juin prochains.

Asie

Les Soviétiques disposent à Kandahar d'une importante base aérienne et leurs convois qui évitent ces jours-ci les garnisons situées dans l'est de l'Afghanistan (notamment Ghazni et Gardes) transitent par cette ville pour regagner l'URSS...

PORTUGAL : rejetant plusieurs aspects de la nouvelle législation du travail

Le tribunal constitutionnel inflige un grave revers au gouvernement

LISBONNE de notre correspondant

«Peut-on admettre qu'un gouvernement légitime soit ainsi empêché de concrétiser son programme électoral ? Le premier ministre portugais, M. Carlos Silva, s'est insurgé dans ces termes, mardi 31 mai, contre une décision du tribunal constitutionnel déclarant anticonstitutionnelle la nouvelle législation du travail adoptée récemment par le Parlement...

AFGHANISTAN

Violents combats à Kandahar

ISLAMABAD (AFP) - De violents combats opposent résistants et forces afghanes se déroulent depuis plusieurs jours « dans et à l'extérieur » de Kandahar, la deuxième ville d'Afghanistan, située dans le sud du pays...

DANEMARK : chargé de former le gouvernement

Le premier ministre sortant, M. Poul Schlüter, ne peut espérer une majorité parlementaire

COPENHAGUE de notre correspondant

Le premier ministre dans sortant, M. Poul Schlüter, chef du Parti conservateur, a été officiellement chargé mardi 31 mai par la reine Margrethe de former le nouveau gouvernement danois. Après l'échec du président de l'Assemblée nationale, M. Sven Jakobsen, puis celui du chef du groupe parlementaire radical, M. Peteren, il s'était vu confier à son tour le 20 mai dernier la mission de mener des consultations avec les autres partis représentés au Parlement pour dégager une majorité de gouvernement.

URSS

Des responsables tentent d'atténuer les propos de M. Eltsine

absolument aucune question», a dit M. Eltsine, ajoutant qu'il n'y a « aucune opposition organisée » à la politique de « perestroïka ».

L'agitation arménienne

Le chef du PC du Haut-Karabakh veut rencontrer M. Gorbatchev

Moscou (AFP) - Le chef du Parti communiste du Haut-Karabakh a demandé à être reçu, vendredi 3 juin, par M. Mikhaïl Gorbatchev pour que soit trouvée une solution à la « situation explosive » dans sa région...

En hommage à Mathias Rust

Un pilote de Cessna-150 a violé l'espace aérien soviétique

Un pilote autrichien de quarante-huit ans, Andreas Sommer, a violé le week-end dernier l'espace aérien soviétique à partir de la Norvège pour rendre hommage au jeune Allemand de l'Ouest Mathias Rust...

AFGHANISTAN

Violents combats à Kandahar

ISLAMABAD (AFP) - De violents combats opposent résistants et forces afghanes se déroulent depuis plusieurs jours « dans et à l'extérieur » de Kandahar...

DANEMARK

Le premier ministre sortant, M. Poul Schlüter, ne peut espérer une majorité parlementaire

COPENHAGUE de notre correspondant

Le premier ministre dans sortant, M. Poul Schlüter, chef du Parti conservateur, a été officiellement chargé mardi 31 mai par la reine Margrethe de former le nouveau gouvernement danois. Après l'échec du président de l'Assemblée nationale, M. Sven Jakobsen, puis celui du chef du groupe parlementaire radical, M. Peteren, il s'était vu confier à son tour le 20 mai dernier la mission de mener des consultations avec les autres partis représentés au Parlement pour dégager une majorité de gouvernement.

URSS

Des responsables tentent d'atténuer les propos de M. Eltsine

absolument aucune question», a dit M. Eltsine, ajoutant qu'il n'y a « aucune opposition organisée » à la politique de « perestroïka ».

L'agitation arménienne

Le chef du PC du Haut-Karabakh veut rencontrer M. Gorbatchev

Moscou (AFP) - Le chef du Parti communiste du Haut-Karabakh a demandé à être reçu, vendredi 3 juin, par M. Mikhaïl Gorbatchev pour que soit trouvée une solution à la « situation explosive » dans sa région...

En hommage à Mathias Rust

Un pilote de Cessna-150 a violé l'espace aérien soviétique

Un pilote autrichien de quarante-huit ans, Andreas Sommer, a violé le week-end dernier l'espace aérien soviétique à partir de la Norvège pour rendre hommage au jeune Allemand de l'Ouest Mathias Rust...

HERAKLION 1200 F* Avec Air Charter, filiale d'Air France et d'Air Inter. MINITEL 3615 + JUMBO. PARIS : 47 05 01 95 / ORLÉANS : 38 54 09 62 ET TOUTES AGENCES DE VOYAGES.

Enquête

La renaissance de l'Eglise

Après les babouchkas,

Soixante-dix années de régime soviétique — dont trente de stalinisme — n'ont pas éteint la flamme du christianisme en URSS. A l'heure où elle célèbre son millénaire, l'Eglise orthodoxe russe paraît même en pleine renaissance. Mais ses activités restent strictement réglementées, et ses relations avec le pouvoir — conformément d'ailleurs à une longue tradition — ne manquent pas d'ambiguïtés.

Le fait nouveau est que, « glasnost » aidant, la relève des grands-mères, qui ont toujours assuré la continuité du culte, est aujourd'hui le fait de nouvelles générations. Ce qui ne va pas sans une mise en cause de la hiérarchie orthodoxe en place et de ses habitudes.

Outre le reportage de notre correspondant à Moscou, le Monde publiera notamment, dans ses éditions datées 5-6 juin, un article historique pour le millième anniversaire de l'évangélisation de la Russie.

MOSCOU
de notre correspondant

A U début était grand-mère, babouchka de légende, venue des campagnes avec son fichu à fleurs, si inoffensive que même sous Staline elle ne valait pas une arrestation, et si éternelle pourtant qu'un jour peut-être on dira-t-on que le communisme n'aurait pas dû la sous-estimer.

Car indébranlable devant son autel, si discrète, grise et semblable à celle d'hier et de demain qu'on ne voit pas la mort la remplacer, cette petite femme lourde de fatigue est déjà l'héroïne d'une renaissance — celle de l'Eglise orthodoxe russe, mille ans en ce mois de juin, de grandes faiblesses et beaucoup d'espérances.

En soixante-dix ans, cette gardienne de la foi n'a jamais déserté, inaltérable pilier d'un temple que le nouveau dogme avait pourtant voulu détruire jusqu'à la dernière pierre. On a rasé, jusque dans le cœur de Moscou, des cathédrales et des églises sur les décombres desquelles flottait un drapeau rouge. Entre des murs polis par l'humide vérité des prières, on a créé des

entrepôts. Prêtres, diacres, évêques, ont disparu par dizaines de milliers dans le grand entonnoir des camps. Mais même lorsqu'il ne restait plus, après vingt-cinq ans d'Etat soviétique, qu'une centaine d'églises ouvertes sur tout le territoire de l'URSS, elles étaient encore bondées de ces souris minuscules et fragiles si serrées l'une contre l'autre que leurs signes de croix s'entre-croisaient jusqu'à les fondre toutes dans un mythe national.

Au début était grand-mère, mais voilà que sous ce lourd manteau de pompe et d'encens retailié à la hache des persécutions, lustré de compromissions et mité de flics en soutane, voilà que sous ce manteau qu'elle a entoilé de sa constance et de ses kopecks se retrouvent aujourd'hui de nouvelles générations de chrétiens.

A la hauteur du port fluvial, entre Moscou et son double aéroport international, la rue du Festival plonge dans un quartier moderne de béton géométrique, médiocre banlieue qui serait de partout si l'anémie de son supermarché n'était avant tout soviétique. Tout est haut, droit, grisâtre, mais, dans cette forêt de cubes, une toute petite église, écrasée



La Pâques à Moscou.

par son bulbe vert, plantée entre cour et jardin, flanquée de sa maison de cure et entourée de grilles antiques, découpe une clairière de conte de fées.

Devant l'entrée principale se pressent des familles endimanchées avec petites filles à nattes et garçons à raie. Sur un banc de la cour, un jeune homme au visage crucifié dévore les Izvestia. L'air charrie un écho de chants religieux. Quatre mendiantes rondes et basses psalmodient en rang d'oignons des bénédictions, main tendue sous le soleil printanier. Il est bientôt 11 heures et, à l'intérieur, un prêtre tout d'or vêtu officie entre l'encensoir d'un diacre extatique et une chorale qui ne

parvient plus à couvrir les vagissements des bébés.

Car, devant la petite salle latérale où vont bientôt commencer les baptêmes, les matrones de la paroisse n'arrivent plus à démêler l'embouteillage de poussettes. Les engueulades pleuvent, et malheur à celui qui n'est pas passé au petit guichet acheter la médaille de fer blanc et le nombre de cierges requis, à celui qui a oublié la serviette-éponge ou tente de faire pénétrer un oncle qui n'est même pas le parrain !

C'est qu'avec cinquante chrétiens de plus à oindre dans la matinée la salle déborde et le ventilateur refuse de démarrer. À la fureur du modeste serviteur de

Dieu dont les grosses gouttes de transpiration s'écrasent sur un livre de prières usé comme un grimoire. On commence par les adultes, une quinzaine en tout, de jeune couples pour la plupart, qui ont décidé de se faire baptiser avec leurs enfants et penchent un visage grave, souvent couvert de larmes, vers cette baignoire de western qui tient lieu de bénitier.

Hurlant comme des possédés, les bébés y sont, eux, plongés nus, et ce baptême collectif sous le regard attendri d'un Christ mièvre prend des airs de remake de la naissance du christianisme. C'est une fête, mais cette fête est pauvre, ses protagonistes sont simples et l'empire, comme aux premiers siècles, est maintenant trop vaste

et trop vieux pour imposer la fidélité totale aux dieux de sa création.

Depuis plusieurs mois, chaque samedi, chaque dimanche, rue du Festival comme dans toutes les églises de Moscou et de Leningrad, c'est cette même folie de baptêmes, de conversions de l'athéisme au christianisme, et on ne chôme pas non plus en semaine. Le mouvement est si fort, le marché si prometteur, que pour s'attacher le plus possible à ces nouveaux fidèles qui vont gonfler leurs caisses les paroisses commencent à faire du dumping sur le premier des sacrements.

Dans beaucoup d'entre elles, le prix est tombé à 10 roubles, soit souvent un tiers de moins qu'avant, et l'une des églises les plus chics du centre de la capitale (« Nous n'avons que des bureaux autour de nous ») propose même un prix record : 7 roubles seulement. Et si vous demandez à cette jeune marraine frictionnant son gros filleul encore tout dégoulinant d'eau bénite ce qui explique ce soudain boom, elle répond dans un éclat de rire : « Mikhail Sergueïevitch ! » — autrement dit, M. Gorbatchev.

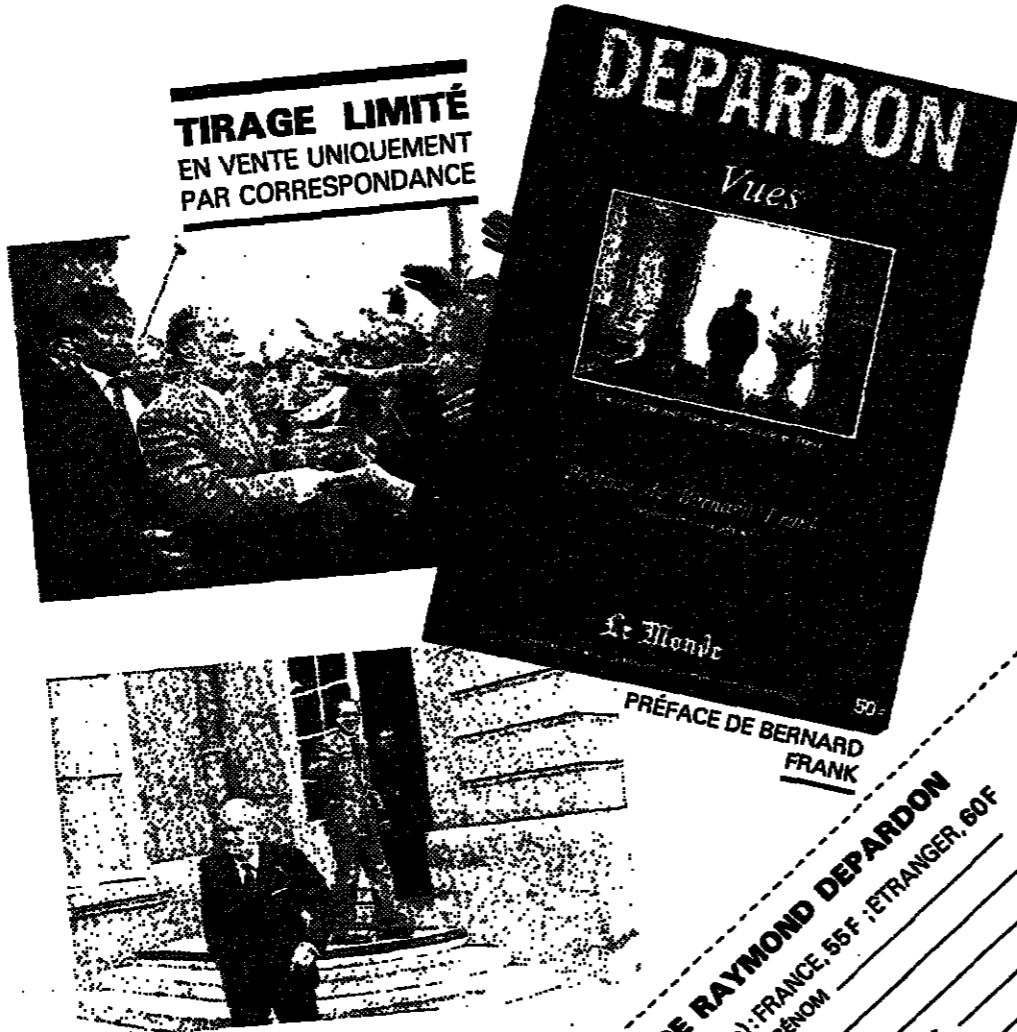
Baptisé avec sa femme et ses deux enfants, un technicien mince et timide explique, lui, que « ça ne fait maintenant plus de problèmes au travail », et la doyenne de la paroisse, personnage-clé assurant la liaison avec les autorités, résume l'explication d'un mot : « Les passe-ports ». Car depuis l'automne dernier, les églises ne sont plus obligées de tenir à la disposition des organes d'Etat tous les renseignements permettant d'identifier les gens qui demandent le baptême.

Le verrou de l'intimidation a sauté, et si tôt que le bruit s'en est répandu et que les familles s'en sont convaincues, ce fut la ruée.

Le Monde

L'ALBUM PHOTO

DE LA CAMPAGNE PRESIDENTIELLE



LES VUES DE RAYMOND DEPARDON
PRIX: tirage d'exposition (inclu) : FRANCE, 55F ; ETRANGER, 60F

PREFACE DE BERNARD FRANK

NOM _____ PAYS _____
ADRESSE _____
LOCALITE _____
CODE POSTAL _____
NOMBRE D'EXEMPLAIRES _____
COMMANDE ET RELEVEMENT à retourner à : LE MONDE, 7 Boulevard des Capucines, 75002 PARIS

Des paroisses aisées mais bridées...

MOSCOU
de notre correspondant

EN dehors des offices et surtout des grandes fêtes religieuses, qui attirent des foules considérables, les églises orthodoxes — comme d'ailleurs les lieux de culte de toutes les autres religions — sont en permanence vides et silencieuses, comme abandonnées.

Jamais une réunion, même sur le plus strictement religieux des sujets, pas de fêtes de charité, rien et donc pas la moindre affiche ou le plus innocents brochures. C'est que la loi est là, en date du 8 avril 1929, modifiée en juin 1975, après la signature des accords d'Helsinki, mais pas dans le sens d'une libéralisation.

Les « thèses » pour la prochaine conférence du Parti appellent à l'adoption d'une nouvelle législation sur la « liberté de conscience » et un projet est en discussion depuis plusieurs mois. Pour l'heure, le texte de 1929 est cependant toujours en vigueur et son article 17 stipule :

Il est interdit aux unions religieuses :

- a) de créer des caisses d'entraide, des coopératives, des unions de production et, d'une manière générale, d'utiliser les biens dont elles disposent à toute autre fin que la satisfaction des besoins religieux ;
- b) d'accorder une aide matérielle à leurs membres ;
- c) d'organiser aussi bien des réunions de prières ou autres s'adressant spécialement aux enfants, aux adolescents ou aux femmes, que des réunions, groupes, cercles, sections bibliques, littéraires, de travail manuel ou d'enseignement religieux ouverts à tous, de même que d'organiser des excursions et d'installer des terrains de jeux pour les enfants, d'ouvrir des

bibliothèques ou des salles de lecture, de créer des maisons de repos et d'assurer une assistance médicale.

Ce même article 17 stipule encore que « ne peuvent être conservés dans les édifices et locaux culturels que les livres indispensables à l'exercice du culte concerné ».

Moyennant quoi, comme ces salons que l'on n'utilise que les grands jours, les églises sont non seulement désertes mais aussi d'une propreté immaculée et entretenue de surcroît par des armées de femmes de ménage, jardiniers et hommes à tout faire. Car les paroisses, dans les villes en tout cas, sont aisées et parfois franchement riches puisqu'elles sont peu nombreuses et drainent donc de nombreux fidèles qui brûlent des cierges, versent généreusement à la quête, payent pour les sacrements et achètent petites icônes et croix en fer blanc.

Un tribut au pouvoir

Kopeck après kopeck, une paroisse de Moscou peut ainsi faire rentrer dans ses caisses un bon demi-million de roubles par an. Le salaire soviétique moyen étant d'environ deux cents roubles, il s'agit là d'une grosse somme, mais sur laquelle il faut payer des impôts élevés, les frais d'entretien et de réparations de l'église (bien que l'Etat en soit propriétaire), le salaire des prêtres et du personnel ; verser 10 % à la hiérarchie pour ses propres frais et les séminaires ; et contribuer enfin à des fondations d'Etat — le Fonds pour la paix notamment, auquel chaque paroisse remet d'importantes sommes chaque année.

Théoriquement, ces contributions sont volontaires, mais elles relèvent en fait du tribut, de la marque de soumission au pouvoir et en particulier à sa politi-

que étrangère, que la hiérarchie soutient activement en en faisant valoir à l'étranger, en toutes circonstances, les aspects pacifiques. Beaucoup d'orthodoxes, notamment dans les jeunes générations, sont d'autant plus scandalisés par ces versements que le même Etat qui reçoit tant d'argent des fidèles interdit aux paroisses de faire la charité ou même d'épauler l'un de ses membres.

Meis indignes ou pas, les paroissiens doivent accepter cette situation — ne serait-ce que parce qu'un personnage-clé veille à son maintien : le « doyen » de leur union religieuse, qu'ils élisent sur recommandation officielle des autorités, et qui joue ainsi un rôle très ambigu d'intermédiaire. Parfois, il est purement et simplement le représentant du pouvoir au sein de la paroisse et pas même croyant. Parfois, il est tout ce qu'il y a de plus croyant et seulement jugé plus fiable que d'autres par les autorités. Il n'y a pas de règle, seulement des équilibres, des accommodements, mais le doyen — souvent une femme — sera toujours redouté de tous et, au premier chef, des prêtres, qui savent bien qu'en déplaçant au pouvoir ils ont de fortes chances d'inquiéter la hiérarchie, qui pourra contrarier leurs ambitions et les affecter à des paroisses sans grandes ressources.

Au lieu de quelque 500 roubles (moins 50 % d'impôts, plus une compensation de l'impôt versée sous la table avec la complicité du doyen) qu'ils peuvent espérer recevoir dans telle église urbaine, leur salaire pourra tomber à moins de 150 roubles dans une église de campagne au rayonnement déclinant. Pour élever une famille, c'est peu, surtout en tenant compte qu'il faut aussi se vêtir, puisque le port de la soutane en dehors des messes est jugé provocateur.

B. G.

Proche-Orient

ISRAËL : l'agitation dans les territoires occupés

207 Palestiniens ont été tués depuis le début du soulèvement selon le porte-parole de l'armée

Deux cent sept Palestiniens ont été tués depuis le début du soulèvement dans les territoires occupés de Cisjordanie et de Gaza, a indiqué, le mardi 31 mai, le porte-parole de l'armée israélienne, le général Ephraïm Lapid. Il a précisé que les circonstances dans lesquelles cinquante de ces victimes ont trouvé la mort n'étaient pas claires et faisaient l'objet d'enquêtes de la part de l'armée. Le général Lapid a par ailleurs indiqué que plusieurs dizaines de soldats israéliens avaient à ce jour été jugés par les tribunaux militaires pour « comportement indigne portant préjudice à l'image de marque de Tsahal ».

Le député Yossi Sarid, membre du mouvement des droits du citoyen, a de son côté déclaré lors d'une réunion à huis clos de la commission des affaires étrangères et de la défense qu'un haut responsable des territoires occupés avait attribué la poursuite des troubles à la brutalité de l'armée. Il a révélé que des documents qu'il avait pu se procurer faisaient état de 5130 personnes

blessées depuis le début du soulèvement. M. Sarid avertit le ministre de la défense, M. Itzhak Rabin, que les excès de l'armée risquaient de se poursuivre parce que les enquêtes intervenaient trop tard et étaient entachées de « négligences ».

Dans un témoignage écrit remis au ministre de la défense, un réserviste israélien a affirmé avoir vu des militaires maltraiter sévèrement des Palestiniens, dont un adolescent, dans une prison de Cisjordanie. Selon ce témoignage de M. Ariel Stemker, dont fait état un député de gauche, M. Dodi Zucker, cité mardi par la presse, vingt-cinq prisonniers, ligotés et les yeux recouverts d'un bandeau, ont été sévèrement battus le 20 avril dans un autobus qui les transportait à la prison de Dhahiriya. Selon M. Stemker, dès leur arrivée à la prison, les prisonniers ont été de nouveau battus à l'aide d'un câble électrique par un réserviste de Kiyat-Arba, une colonie juive située près d'Hébron, en présence du capt-

Afrique du Sud

Désaccords parmi les chefs des Eglises

L'archevêque anglican Desmond Tutu s'est déclaré déçu, le mardi 31 mai, des résultats d'une conférence des responsables religieux d'Afrique du Sud, qui n'ont pas réussi, après deux jours de réunions, à se mettre d'accord sur un ambitieux programme de lutte contre l'apartheid.

« Nous aurions pu aller bien plus loin », a-t-il déclaré après la clôture de cette conférence consacrée à la recherche d'un plan d'action non violent pour lutter contre la ségrégation raciale en Afrique du Sud. Environ deux cents chrétiens, ainsi que quelques dirigeants musulmans, hindous et juifs, se sont engagés à lancer une campagne pacifique « pour la vérité » dans tout le pays.

Lundi, dans l'église Regina Mundi à Soweto, le pasteur Frank Chikane, chef du Conseil des Eglises sud-africaines (anti-gouvernemental), avait appelé « tous les chrétiens à s'engager dans une opposition non violente » au régime de Pretoria.

Mais selon Mgr Tutu, un certain nombre de responsables religieux se sont dissociés d'un vote majoritaire en faveur de trois jours de manifestations du 6 au 8 juin, à l'appel du Congrès des syndicats sud-africains (COSATU, gauche). Mgr Tutu a également fait état de profondes divisions lors de la réunion.

Allan Boesak, chef de file de l'Alliance mondiale des Eglises réformées, s'est lui aussi déclaré très déçu. « Il est clair que l'engagement que nous attendions allait plus loin que ce que la plupart des chefs des Eglises étaient prêts à faire », a-t-il déclaré. — (Reuters.)

Zimbabwe

113 « dissidents » ont déposé les armes

Le ministre zimbabwéen de l'Intérieur, M. Mwenemahachi, a décrit comme « un succès à 100 % » l'amnistie dont cent treize dissidents avaient profité, le mardi 31 mai, en fin de journée, six heures avant son expiration. « C'est à peu près le nombre que nous attendions », a-t-il ajouté.

Le ministre a reconnu que le chiffre total des dissidents n'était pas connu et qu'il en manquait peut-être encore deux ou trois. « Mais, a-t-il souligné, je suis satisfait. » L'amnistie, décrétée le 19 avril par le président Robert Mugabe, prévoyait le pardon pour les dissidents qui se seraient rendus avant mardi minuit.

La désobéissance a fait des centaines de morts — jusqu'à trois mille cinq cents selon certaines sources — dans le sud du Zimbabwe et notamment la province du Matabeland. Le gouvernement accuse le parti minoritaire, la ZAPU (Union populaire africaine du Zimbabwe), de Joshua Nkomo d'en être l'instigateur, ce que celle-ci a toujours démenté.

La fusion en cours entre la ZAPU et la ZANU (Union nationale africaine du Zimbabwe) dirigée et le résultat souhaité de l'amnistie font maintenant espérer au gouvernement un retour au calme dans le Matabeland. — (AFP.)

Birmanie

Birmanie : réouverture des universités

Les universités de Rangoun ont été rouvertes le lundi 30 mai après avoir été fermées à la suite d'émeutes sanglantes survenues en mars après le mort d'un étudiant. Peu d'étudiants se sont rendus aux cours, mais la réouverture, non annoncée dans les médias officiels, s'est effectuée sans incident, a-t-on présumé de source universitaire. — (AFP.)

Equateur

Etat d'urgence et grève générale

Le président Leon Febres Cordero a décrété, le mardi 31 mai, l'état d'urgence sur l'ensemble du territoire. Cette mesure a été prise pour tenter de limiter la grève nationale organisée mercredi à l'instigation du Front unifié des travailleurs. Le ministre de l'Intérieur, M. Heinz Moeller, a annoncé qu'à cette occasion toutes les forces armées et la police seront mobilisées afin de « protéger les citoyens d'actes de vandalisme contre la vie et l'intégrité physique des individus et contre les biens publics et privés ».

Les syndicats revendiquent une hausse générale des salaires (équivalente à 141 % du salaire minimum garanti), le gel des prix et des aliments de base et l'abandon d'un projet de hausse des prix des transports publics. Cette grève est le septième du genre dirigé contre le gouvernement conservateur de M. Febres Cordero, qui devra céder le pouvoir en août au dirigeant social-démocrate, M. Rodrigo Borja, élu le 8 mai dernier. — (AFP, Reuters, UPL)

Pologne

Solidarité appelle au boycottage des élections municipales

« Dans un communiqué rendu public à l'issue d'une réunion lundi à Gdansk (Nord), dont la teneur a été transmise, mardi 31 mai, à l'AFP, l'organe suprême de l'organisation ouvrière dénonce cette consultation électorale comme « antidémocratique ». Il affirme que les électeurs ont été « spoliés » de leurs droits, n'ayant pas eu la possibilité de « désigner librement leurs candidats ».

Le mode de scrutin retenu prévoit, pour la première fois dans les annales de la Pologne populaire, plusieurs candidats — deux à trois selon les circonscriptions — pour un poste à pourvoir. Les listes électorales ne sont plus préférentielles, comme cela était le cas jusqu'à présent. Elles sont cependant établies par des « collèges électoraux » composés uniquement de personnes directement ou indirectement associées au pouvoir. — (AFP.)

Colombie

Confusion après l'enlèvement d'un dirigeant conservateur

La confusion la plus totale règne en Colombie, alors que l'identité des ravisseurs de M. Alvaro Gomez, le dirigeant de l'opposition conservatrice, demeure toujours inconnue. Depuis le rapt de M. Gomez, enlèvement le 29 mai dernier par un groupe armé, plusieurs communiqués contradictoires se sont succédés.

Un premier message signé par les « extraditables » (groupe de trafiquants de drogue menacés d'extradition aux Etats-Unis) revendiquait l'enlèvement et posait comme condition la libération, de M. Carlos Lehder, un membre du « Cartel de Medellín » actuellement jugé aux Etats-Unis un second communiqué diffusé par la même organisation quelques heures plus tard, a démenti ces informations.

« Les Extraditables », une organisation formée par les chefs du cartel est responsable selon les services

Le Monde

L'ELECTION PRÉSIDENTIELLE

le nouveau contrat de François Mitterrand

- La campagne : les candidats, les programmes.
- Les résultats complets : par département, ville et grande commune pour chaque tour avec les commentaires des correspondants du Monde.
- Les analyses : avec le concours du CNRS
 - les enjeux de l'élection présidentielle,
 - les priorités comparées des candidats et des médias,
 - les thèmes de la campagne et l'attente des citoyens,
 - les enseignements des sondages à la sortie des urnes (l'électorat de chaque candidat, le vote des femmes, des jeunes, des catholiques, etc.).

Un numéro hors série, 146 p. — 33 F

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

BON DE COMMANDE : L'ELECTION PRÉSIDENTIELLE

NOM : _____ PRÉNOM : _____

ADRESSE : _____ CODE POSTAL : _____

LOCALITÉ : _____ PAYS : _____

Nombre d'exemplaires : _____ X 38 F (frais de transport inclus, France métropole)

Nombre d'exemplaires : _____ X 40 F (frais de transport inclus, étranger)

TOTAL : _____ F

Commande et règlement à renvoyer à **Le Monde** Service de la vente au numéro 7, rue des Italiens, 75009 Paris (FRANCE)

LE CHATEAU EN FRANCE

Direction : J.P. BABELON

Co-édition : Caisse Nationale des Monuments Historiques et Sites

21 x 30 cm - 440 p. - 350 F

Berger-Levrault

UN GRAND NOM DE FRANCE

LIVRES

POLONAIS

et livres français sur la Pologne et l'Europe de l'Est

Catalogues sur demande

LIBELLA

12, rue Saint-Louis-en-l'Île, PARIS-6

Tél. : 43-26-51-09

(Publicité)

OTAGES : LES DESSOUS D'UNE LIBÉRATION

Ce que la France a dû payer pour arracher à leurs geôliers Carton, Fontaine et Kauffman. Comment des rebondissements de dernière heure ont failli compromettre les négociations.

Dans le numéro de juin d'Arabes en kiosques et en librairies

78, rue Jouffroy, 75017 Paris

Tél. : 46.22.34.14

RÉSULTATS (additif)

GRAND CONCOURS

LE MONDE DU VIN



avec le patronage de l'INAO et de la SOPEXA

DU 27° AU 97° PRIX

Un séjour pour deux personnes dans des Relais et Châteaux en France.

- Micheline CLAUDE, 51 EPERNAY • Jean DECHARTE, 06 VAL-BONNE • Clément DECKER, 67 STRASBOURG • Liliane DELAPLANCHE, 56 VANNES • Marcelle DEROME, 92 SCEAUX • Emmanuel DIDIER, 33 BORDEAUX • Frédéric DORGE, 30 ANDUZE • Patrick DUCOS, 33 LE BOUSCAT •

- Jacques IEHLE, 75 PARIS • Michel JABOT, 92 BAGNEUX • Bernadette JOURDAN, 75 PARIS • Jean-Pierre LAHOUCHE, 06 NICE • Gilles LECROSNIER, 14 BAYEUX • Jean-Louis LEFRANÇOIS, 35 RENNES • Marc-Henry LEMAY, 33 LE BOUSCAT • Marc-Paul LEMAY, 33 BORDEAUX.

La poche

BERLIN

Capitale européenne de la culture

Entre la mode et la modernité

Berlin, qui a célébré en 1987 son sept cent cinquantième anniversaire, assure cette année le rôle de Ville européenne de la culture. Rôle adapté à sa situation géographique et à son statut particulier. Berlin a été capitale de la culture, et notamment du théâtre. Pour tenir son rang, elle doit le rester.

UNE immense rétrospective Joseph Beuys (mort en 1986) a inauguré en février la série de manifestations qui font de Berlin (Ouest) la Ville européenne de la culture pour 1988. Athènes, Florence et, l'an passé, Amsterdam ont déjà obtenu le privilège d'un tel titre et les obligations afférentes d'animation ou d'effluve artistique. Paris, qui n'en finit pas de virer sa cuti révolutionnaire, a modestement accepté cet honneur en 1989. Tout ce qui sera bon pour le bicentenaire le sera pour honorer ce titre. Economique ! Le raisonnement berlinois est tout autre. La culture, au sens le plus large du terme, représente en effet un impératif vital pour la ville encerclée, à la fois témoignage persistant de sa vitalité face à l'Est, et

pour être honnête, et l'admiration devant l'extraordinaire frénésie créatrice qui fait de Berlin non pas la « ville », mais peut être bien la capitale européenne de la culture.

La concurrence en tout cas est redoutable pour les vieilles prétentions parisiennes à l'hégémonie artistique, et pour cette année 1989 que Paris ambitionne éblouissante. Redoutable car, si l'excipite du Reich n'exclut pas l'histoire (expositions « La Grèce mycénienne », jusqu'au 19 août ; « L'empereur Auguste », du 6 juin au 14 août), ni l'érudition (Congrès international d'archéologie classique du 24 au 30 juillet), ni les zones les plus sombres de sa propre histoire récente, la modernité, voire l'esprit d'avant-garde,

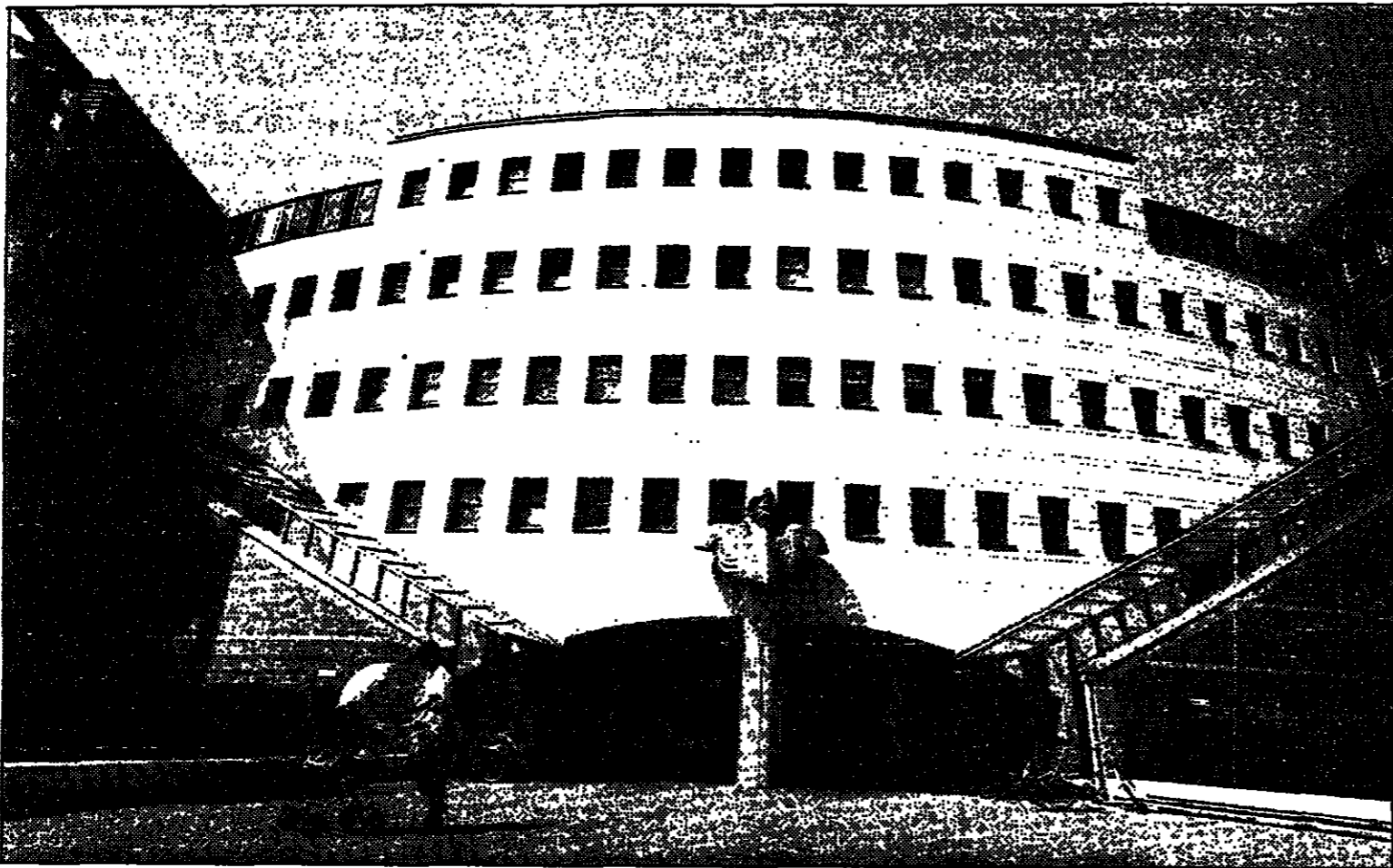
la pâtisserie germanique que s'est cru obligé d'édifier l'Anglais James Stirling sous le nom de Wissenschaftszentrum...

Au fond, on prend ici la dérision comme la chose la plus sérieuse du monde. Une manière d'exorcisme, sans doute. La reconstruction de la ville, encore loin d'être achevée, contraint Berlin à une épouvantable et permanente archéologie de la guerre. Construire, c'est d'abord inventer la tristesse ou l'horreur. Au contraire de Varsovie, qui a décidé de nier son destin en se vouant à l'identité, à la reconstitution méthodique de son passé antérieur (1), Berlin-Ouest se cherche plutôt des images nouvelles, en rupture avec ce qui pourrait ressembler à ce qu'elle a été.

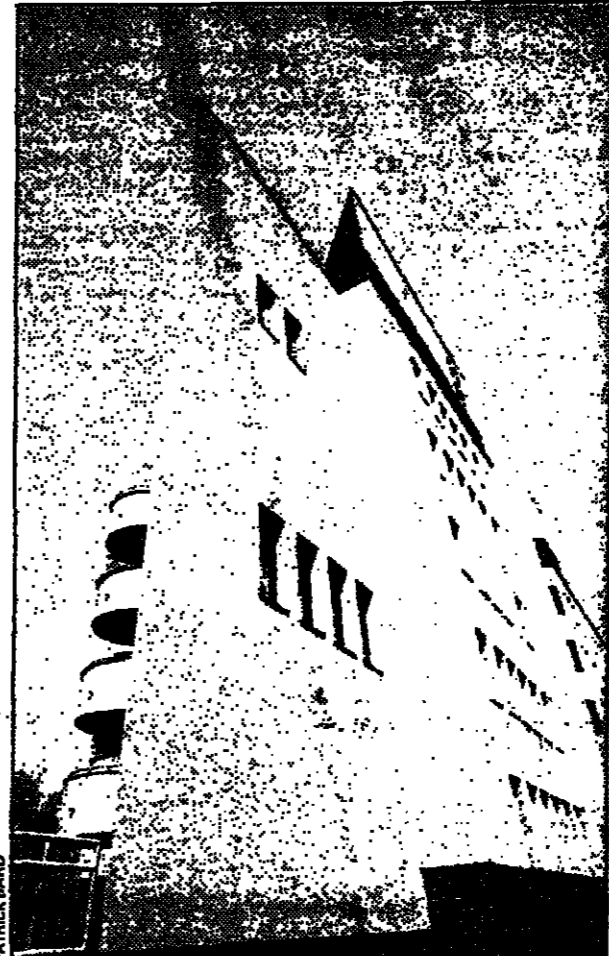
rejet des conventions. La petite histoire veut que la veuve de l'artiste ait d'ailleurs refusé d'inaugurer cet hommage compassé à l'insolence ricanante, monté, cela dit, par un des collaborateurs du créateur (Heiner Bastian). M^{me} Beuys lui préférant, sur le versant est de Berlin, une autre exposition moins ambitieuse puisqu'elle ne comportait que des dessins, mais plus révélatrice à ses yeux de la force tourmentée de l'artiste. Inutile de dire que, dans le climat passionnel qui a entouré la rétrospective, d'autres arguments ont été avancés pour expliquer l'absence de M^{me} Beuys.

Sérieux et dérision s'accorderont-ils mieux autour de la Nationalgalerie ? Si, grâce à

ce qu'on attendrait d'une « exposition internationale ». Peu-être moins exemplaire, sûrement plus hétéroclite, mais fort spectaculaire en revanche pour les curieux de la « nouvelle architecture ». L'IBA-reconstruction a pris assez de retard pour continuer sur sa lancée. Et puis, on serait surpris, pour ne pas dire navré, que Berlin se dessaisisse d'un tel outil de conception au moment même où l'on est en mesure d'apprécier ses qualités, éventuellement de corriger ses défauts. Car, dans la Ville européenne de 1988, l'exposition la plus impressionnante, la plus riche d'enseignements, est bien ce Berlin ici rénové, là reconstruit, qui, près des interminables séries de cours où les façades blanches enrichissent la brique des vieilles industries, vous propose les fruits



Immeubles réalisés dans le cadre du concours de l'IBA.



Les expositions de l'été

DANS le cadre de « Berlin ville européenne de la culture » :

- L'Empereur Auguste et la République perdue, Martin-Gropius Bau, du 6 juin au 14 août.
- Trésors du sérail de Topkapı - L'époque de Soliman le Magnifique, Grande Orangerie du château de Charlottenburg, du 25 juin au 7 août.
- Situations de l'art moderne (Nem June Paik, Frank Stella, Richard Serra, Anselm Kiefer), Nationalgalerie, du 24 juin au 18 septembre.
- La Grèce mycénienne. Le temps d'Homère, jusqu'au 19 août.

condition de sa survie pour l'Ouest qui ne s'intéresse économiquement et même symboliquement à cette demi-ville que dans la mesure où elle démontre la constance de son génie.

L'an passé, Berlin avait choisi de se vendre en s'inventant un 750^e anniversaire extrêmement tiré par les cheveux : il célébrait en fait le plus ancien document (28 octobre 1237) connu, non de Berlin (on ne trouve rien avant 1244), mais de Colln, ville voisine sur l'autre rive de la Spree, qui allait être annexée par la future capitale. Que le motif fût bon ou mauvais, l'autocélébration se légitimait, et Berlin-Est, bien qu'en traînant les pieds, avait fini par sacrifier à son tour à ses lares. Les manifestations innombrables, éblouissantes de 1987 jetent-elles une ombre sur cette année vouée à l'Europe ? On hésite à dire vrai entre deux attitudes devant l'ensemble 1988 : l'agacement devant ce qui paraît n'être que la poursuite de l'autocélébration mise en route l'an passé, une sorte de rituel de la fête trop policé

la création contemporaine, tout ce qui est vivant, sont les éléments moteurs de l'esprit berlinois.

Les frontières du vivant, cela dit, ne sont pas faciles à tracer, fût-ce à Berlin, comme celles qui séparent la mode de la modernité. On l'a bien vu à l'ouverture de cette année européenne. L'exposition Hans Hollein, déjà montée au Centre Pompidou, était-elle l'expression la plus osée de la modernité déléguée, en hors-d'œuvre, par l'Autriche à la Nationalgalerie construite par Mies Van der Rohe ? Le baroque post-moderniste du premier est-il l'avatar obligé de la rigueur essentielle du second ? On peut ne pas en être convaincu. En revanche on l'est nécessairement par la constance des choix berlinois : l'exposition Hollein aura été l'occasion de voir qu'ici au moins on ne s'arrête pas à la contemplation théorique et que l'on sait passer aux actes. L'architecte autrichien est en effet chargé d'aménager le parvis de la Nationalgalerie, déjà singulièrement flanquée par un chef-d'œuvre de

L'acier et le verre de la Nationalgalerie, le recours à l'expressivité de la seconde école de Chicago, avaient, dans les années 60, paru représenter tout à la fois une réconciliation avec les émigrés d'avant-guerre et une fracture suffisante avec la pompe du III^e Reich. Sans doute cela n'a-t-il pas suffi ou peut-être la pression de la mode, se tournant vers l'ironie postmoderne ou les joies de l'expérimentation, a-t-elle chassé cette modernité pour une autre, plus caustique, plus radicale.

Rénovation, restauration

La dérision et le sérieux s'accordent parfois bien, parfois mal. L'exposition Joseph Beuys, premier plat de résistance de notre Ville européenne, qui s'est achevée le 1^{er} mai au Martin-Gropius-Bau (2), a montré comment le sérieux, les conventions et les rituels de la célébration, se prenant les pieds dans la rhétorique explicative, pouvaient littéralement lamener la force d'une œuvre précisément fondée sur le

l'Internationale-Bau-Ausstellung (IBA) (3), les Berlinoises (de l'Ouest) semblent être passés maîtres dans l'art du collage et du patchwork, ils passent ici à une vitesse supérieure, et vraisemblablement périlleuse pour l'identité culturelle de la ville. L'IBA, considérable opération lancée en 1979, qui légitime, mieux que toute autre entreprise, les réjouissances de cette année sur le thème de l'Europe, avait consisté d'une part à appeler des architectes du monde entier, réputés pour leurs œuvres ou pour leurs théories, afin de reconstruire sur les ruines du centre-ville (IBA-reconstruction) ; d'autre part, à rénover les quartiers épargnés par la guerre, notamment Kreuzberg, dont certains immeubles pourrissent sur pied, habitat naturel des travailleurs turcs et bonheur des squatters (IBA-rénovation).

La double opération devait théoriquement s'achever en 1987. En fait, l'IBA-rénovation a encore de beaux jours devant elle, même si, pour être exemplaire, elle n'a pas le caractère spectaculaire de

variablement inattendus de Siza, Moore, Peichl, Böhm, Rob Krier, Hollein, Rossi, Kurokawa, Ungers, Bohigas, Eisenman, Hejduk, Gregotti, la France n'étant curieusement représentée que par Antoine Grumbach. Vous ne connaissez pas tous ces noms ? C'est que Berlin vous rend modeste. Mais est-ce toujours Berlin ?

FRÉDÉRIC EDELMANN.

* Le programme détaillé des manifestations de l'année peut s'obtenir auprès du Bureau de tourisme de Berlin, Europa Center, D 1000 Berlin 30. Tél. : (49) 30 21234.

(1) Ce qui est actuellement le cas du centre historique de Berlin, situé à l'Est, et dont une partie a échappé, outre à la guerre, à un urbanisme construisant de brutalité, assez proche des plus mauvais de nos grands ensembles.

(2) Ancien Musée des arts décoratifs, qui jointe les ruines arasées des « centrales de la terreur » (SS, SD, Gestapo, etc.), et qui a été restauré pour servir d'équivalent de notre Grand Palais.

(3) Littéralement : « Exposition internationale de construction ».

GALERIE DE FRANCONY
19 MAI - 25 JUILLET
CARZOU
LES ANNÉES 30 - 40
59, rue de Seine - 75006 Paris - tél. : (1) 46.34.50.71.

GALERIE SCHMIT
396, rue Saint-Honoré 75001 PARIS - (1) 42.60.36.36
MAITRES FRANÇAIS
XIX^e - XX^e SIECLÈS
Exposition : 4 mai - 16 juillet

Espace Jacques Prévert
Dir. : Christian Landy
134, rue Anatole-France
93600 Aulnay-sous-Bois
48-68-00-22
4 au 18 juin
Jazz et art contemporain

Œuvres peintes de :
Baron Renouard
Serge Delhomme
Pierre Fichet
Oscar Gauthier
T.l.j. sauf lundi et mardi
11 h - 21 h
les 4, 10, 11 et 14. Jusqu'à 23 h

GALERIE LOUISE LEIRS
47, rue de Monceau, 75008 PARIS (1) 45-63-28-85 - 45-63-37-14
ELIE LASCAUX A PARIS
1888-1968
65 Peintures
du 17 mai au 25 juin

LOBO
Sculptures
DU 27 MAI AU 9 JUILLET
daniel malingue
26, avenue Matignon - 75008 Paris. Tél. (1) 42.66.60.33

GALERIE ARIEL
140 bd Haussmann, Paris 8^e
DOUCET
jusqu'au 24 juin

PROSCENIUM
35, rue de Seine, 75006 Paris
43.54.92.01
ERTÉ
sculptures et graphics

1500

BERLIN

Les XXV^e Rencontres théâtrales
Nouvelles générations

DEPUIS la fin de la guerre et la séparation du pays en deux, l'Allemagne de l'Ouest, dans le domaine de la culture, a perdu son centre. Cependant, le système fédéral en aménageant des salles subventionnées dans la plupart des villes, a favorisé le développement d'un théâtre de qualité - qualité dont le niveau est étroitement lié à la personnalité des directeurs artistiques.

Le Theaterreffen, Rencontres théâtrales de Berlin, le plus important festival de langue allemande, a fêté cette année son vingt-cinquième anniversaire. Il a été créé en 1964, alors que la ville était sévèrement isolée, pour que les Berlinois puissent connaître ce qui se passait dans le reste de l'Allemagne. Il concentre les meilleurs spectacles créés pendant la saison, favorise les comparaisons, provoque les échanges et les discussions. Son rang et son prestige tiennent à la manière dont il est organisé et à son caractère semi-officiel.

Les productions « les plus remarquables » en Allemagne fédérale, en Autriche et en Suisse allemande sont sélectionnées par un jury de sept critiques - ils étaient dix jusqu'en 1982. Jusqu'à présent la RDA a systématiquement rejeté les offres de participation. Elle devrait en principe revenir sur cette politique de refus en 1989. Quoi qu'il en soit, les metteurs en scène est-allemands sont massivement représentés. Depuis l'expulsion de Wolf Bierman en 1976, les plus importants d'entre eux travaillent à l'Ouest, occasionnellement ou de façon permanente.

Cette année, quatorze spectacles ont été retenus pour les Rencontres, dont trois viennent de Vienne alors que deux seulement sont de Berlin. La capitale stric-

tiennaise supplante sa rivale. Hambourg, Frankfurt, Stuttgart, Munich, ont été représentées chacune par une production. Les autres viennent de la « province » allemande. La Suisse n'a rien donné.

En Allemagne, l'organisation des théâtres municipaux - troupes fixes, bonnements, fortes subventions - permet à des salles petites mais prospères d'atteindre des résultats de haute tenue. Les régions du Rhin et de la Ruhr présentent un paysage théâtral extrêmement diversifié, et la concentration des villes y est la plus forte au monde. Mais cette zone souffre actuellement de graves difficultés économiques. Les villes sont fortement endettées, la crise de la chirurgie a provoqué une chute de ressources fiscales et un taux de chômage qui approche les 20 %. Les institutions vivent à l'heure de l'austérité, plusieurs sont menacées de fermeture.

Les Rencontres de Berlin, pas moins de quatre villes représentées, la région Nord du Rhin-Westphalie : deux villes moyennes, Bonn et Dortmund; des petites, Mülheim et Moers. Les trois plus importantes, Düsseldorf, Bochum, Cologne, étaient absentes.

Le Theater am der Ruhr, de Mülheim, fondé en 1981 par l'Italien Roberto Ciulli, est aujourd'hui le plus en pointe de la RFA dans le domaine de l'esthétique. Ciulli fait partie de ces metteurs en scène pour qui le texte n'est pas sacré, pour qui littérature n'est pas synonyme de théâtre. Il a monté *Morts sans sépulture*, de Sartre, de façon extrêmement rigoureuse et stylisée, en débarrassant la pièce de ses développements philosophiques, pour se concentrer sur les seuls thèmes de la torture, de la



« Phèdre » dirigée par Alexander Lang

cruant, du caractère interchangeable des rôles de bourreaux et de victimes.

Depuis le jugement négatif de Lessing, fondé sur sa haine de l'absolutisme, Racine est un auteur rarement joué en Allemagne. Pourtant, cette année, ont été choisies deux interprétations de *Phèdre* très différentes. Dirigée par Peter Stein (Schaubühne de Berlin), la *Phèdre* de Jutta Lampe, entourée de figures abstraites, se brise dans l'insoluble conflit entre sentiments et exigences morales. Gisela Stein, dirigée par Alexander Lang (Kammerspiel de Munich), est une femme sincèrement amoureuse, brisée par la société et l'entour-

nage, de Brecht, pour le centenaire de sa naissance, avec deux productions très moyennes, qui jouent l'actualisation. Par le Burgtheater de Vienne, *Arturo Ui* - un Arturo en veste autrichienne, sur fond d'affaire Waldheim et de cinquantenaire de l'Anschluss. Par le Théâtre de Moers (le plus petit de la RFA), un *Galileo Galilei* contemporain, anti-héros de l'âge nucléaire.

La vogue des scénographes qui abordent la mise en scène se poursuit : il y avait eu l'an dernier les *Métamorphoses d'Ovide* par Achim Freyer et le Burgtheater de Vienne. Cette année, Axel Meinthey (Stuttgart) a monté le *Traum Spiel* de Strindberg, succession de tableaux vivants, comme pour une visite au musée,

et Einar Schief (Frankfurt) *Avant le lever du soleil*, de Hauptmann, étalage malicieux d'un cabinet des horreurs bourgeois.

Les Rencontres théâtrales ont toujours été un forum de metteurs en scène plus que d'auteurs contemporains. Outre une pièce de Boulevard déjà ancienne de Doris Lessing, *A chacun son désert* (Schiller Theater Berlin), deux œuvres ont retenu l'attention : *Guerre* de Rainald Goetz, première partie d'une trilogie sauvage en forme de collage (2), dans la mise en scène efficace de Hans Hollmann (Bonn), et *Mein Kampf*, farce tragique de et par Georges Tabori, portrait d'Adolf Hitler en élève raté des Beaux-Arts. Georges Tabori, soixante-trois ans, a reçu le Prix du théâtre de Berlin, décerné pour la première fois.

Treize mises en scène en quatorze jours, plus un programme annexe : le Theaterreffen présente un concentré de la saison passée, qui ne permet pas de prendre en compte telle ou telle orientation esthétique ou thématique clairement repérable. On peut seulement constater la diversité des options et se réjouir de ce que, pendant deux semaines, Berlin a retrouvé sa place de capitale du théâtre allemand.

ANDREAS ROSSMANN
et FRANZ WILLE.

Traduction Alain Aussray.

(1) Le Monde du 17 février 1988. Le spectacle de Peter Zadek sera présent au Festival d'automne du 28 au 30 octobre.

(2) Voir dans la brochure du Monde *Auteurs, Théâtre, XX^e siècle*, le dossier « Allemandes ».

DANSE

Un entretien avec Patrick Dupond à propos du Ballet de Nancy

« Une bombe plus lente »

Super-Dupond se monte dans un nouveau rôle : celui de directeur artistique du Ballet de Nancy, avec lequel il seppoduit au Palais des Sports, du 2 au 12 juin.



Patrick Dupond.

« J'ai dit - à la demande des Japonais - mou cinquantième *Don Quichotte* ! Exactement ce que je ne veux plus faire.

Le Ballet de Nancy m'a proposé sa direction artistique l'été dernier. J'ai fini par dire oui. Parce que je commençais à en avoir assez de la course aux cachets. Les contacts courants d'air, ça ne m'intéresse pas. Assez de galas, de pas-de-deux dans tous les coins ! Maintenant, en France, comme à l'étranger, je dis : c'est moi avec le Ballet de Nancy, ou rien. Ce que je ferai seul (autre mes quinze représentations annuelles à l'Opéra), ce sera avec de grands chorégraphes : Béjart me fait un concert en novembre, et je me produis avec le Ballet de Monte-Carlo parce que c'est dans le *Fils prodigue* de Balanchine.

Cette troupe de Nancy, je la veux à moi image : dynamique et généreuse. Ils sont vingt-sept danseurs et danseuses, le plus vieux a trente ans, ils ont une bonne base classique. Plus l'énergie, le jeu, et un esprit de pionniers qui me plaît. Ils sont très ouverts à la création. Danser avec une compagnie plus prestigieuse ? Pour reprendre éternellement *Le Lac des cygnes* et *Giselle* ? Non merci. Je suis un danseur contemporain.

La première chose que j'ai faite au Ballet de Nancy, c'est de réorganiser le travail de base. Les cours ne sont plus mixtes : un pour les filles, un pour les garçons. J'ai invité des professeurs :

Jacqueline Finnsart, Noëlla Pontois. Je préfère des professeurs variés, chacun faisant un stage d'un mois : ça évite la routine. J'essaie de garder mes danseurs sur la brèche : une compagnie, ce n'est ni la Croix-Rouge ni un docteur...

J'ai aussi regardé, en direct ou en vidéo, tout le répertoire, soixante-dix ballets. Tout n'est pas à garder, mais il y a des choses très intéressantes. J'ai passé des commandes : à Ulysse Doves - dont nous présentons *Faits et gestes* au Palais des Sports ; bientôt, sans doute, à William Forsythe et à Jiry Kylian. Roland Petit va me donner *Arlésienne*. Et j'ai vu *Soweto*, de Mats Ek. Etonnant.

Je veux aussi continuer d'associer des peintres et des chorégraphes, comme l'a beaucoup fait le

Ballet de Nancy. Ce travail commencera en 1989. Nous avons en projet un opéra-ballet sur James Dean, avec Michel Berger. Ensuite, *Zorba le Grec*, dans une chorégraphie de Lorca Massine, avec Vassiliev. J'ai pris également contact avec Thierry Malandain et Pierre Dardé : il faut donner leur chance aux jeunes chorégraphes.

Moi, chorégraphe ? Non ! Je n'en suis pas un ! Tout ce que je fais tourne à la farce... En tout cas, je n'ai pas eu d'étincelle jusqu'ici. Le solo que je présente au Palais des Sports comme ma première chorégraphie, *Démago-Mégalo*, c'est une boutade, un clin d'œil, un plaisir que je me fais (et au public aussi, j'espère). Ma mère voudrait que je fasse un ballet sur la *Septième Symphonie* (l'Hymne à la danse) de Beethoven... J'ai eu l'idée dans

l'autobus : un danseur-star en tournée avec son chien, ses bagages, sa barre pliante. Cinq manèges, dix fouettés, quinze saluts, et voilà. C'est ma vie ! Je peux vous dire que ça n'aura pas un grand intérêt chorégraphique !

Je danserai aussi au Palais des Sports *Salomé* de Béjart ; et les *Chants du compagnon errant* du même Béjart avec Gilles Reichert. La troupe dansera *Vaslav de Neumeyer* : comme tous les danseurs « cochons », je ne m'attache qu'à la propreté, aux pieds et aux genoux bien tendus : je les ai fait travailler.

« Mon ambition ?
Le cinéma »

Je viens d'avoir vingt-neuf ans. Je change. Je suis toujours une bombe, mais plus lente. Je prends le temps de respirer en scène, chose que je ne faisais pas. Mon ambition ? Le cinéma. En attendant, je vais tourner pour la télévision un feuilleton en quatre épisodes sur la danse, dialogues de Didier Decoin. Un danseur va dans les grandes compagnies mondiales, chaque fois il y a une situation dramatique...

M'arrêter à trente-cinq ans me sourit... bien que je devienne fou si je ne danse pas. Je sais ce que je ferai, en tout cas : du jardinage. J'ai acheté une colline entre Anet et Ivry-la-Bataille, à une heure de Paris, c'est plein d'orchidées sauvages, j'ai planté des iris et des seringas, je me demande si je ne vais pas vivre là, avec mon chien Mouche et mes trois chats...

Mais dans l'immédiat, il faut que je m'occupe de mobilier et de décorer mon bel appartement à Nancy : pour pouvoir recevoir les sponsors, les membres de la future Fondation du Ballet de Nancy...

Propos recueillis par SYLVIE DE NUSSAC.

Centre Georges Pompidou
1^{ère} semaine 1/5 juin
DROLES DE DANSES
JEAN GUIZERIX - WILFRIDE PIOLLET
DOUGLAS DUNN - LILA GREENE
LAURIE BOOTH - TOBY SEDGWICK
DOMINIQUE DUPUY
Forum/Grande Salle/Petite Salle - réservation 42 74 42 19

Frank Stella
Frank Stella
Frank Stella, artiste-cléf de l'abstraction contemporaine, Collection La Création Contemporaine. 192 pages, 170 illustrations dont 50 en couleurs. 200F.
Flammarion

AREL
24 juin

ENLUM
TÉ

EXPOSITIONS

Centre Georges-Pompidou

Plateau Beaubourg, rue Saint-Martin 42-77-12-31. T.l.j. de mar. de 12 h à 22 h. sam., dim. et jours fériés de 10 h à 22 h.

Grand Palais

Av. W. Churchill, pl. Clemenceau, ex. Galleries Lafayette. T.l.j. mêmes jours de fête de 11 h à 19 h.

Musée d'Orsay

1, rue de la Harpe 100-49-43-14. T.l.j. de mar. de 10 h à 18 h, dim. de 9 h à 18 h, je. de 10 h à 18 h.

Musées

A CHACUN SON CARACTÈRE - PORTRAITS DIVERS. Dans l'atelier du sculpteur un milieu des années et des années.

Palais du Louvre

Entrée principale sur la rue des Tuilleries 42-06-36-56. T.l.j. de mar. de 9 h à 17 h.

Musée d'Art moderne de la Ville de Paris

11, av. du Président-Wilson 47-33-41-37. T.l.j. de mar. de 10 h à 17 h 30, mer. jusqu'à 20 h 30.

Musée d'Art moderne de la Ville de Paris

ATELIERS 88. YVES OPPENHEIM. Arc. Entrée: 15 F. Jusqu'à 26 juin.

Centres culturels

MAX M. BOOK. Centre culturel suédois. Hôtel de Marle 11, rue Payenne 42-71-92-20. T.l.j. de mar. de 12 h à 18 h.

Centres culturels

ALAIN BALZAC. Galerie Prax-Delavallade, 19, rue Saint-Sabin 43-36-50-60. Jusqu'à 2 juillet.

Centres culturels

ALAIN BALZAC. Galerie Prax-Delavallade, 19, rue Saint-Sabin 43-36-50-60. Jusqu'à 2 juillet.

Centres culturels

ALAIN BALZAC. Galerie Prax-Delavallade, 19, rue Saint-Sabin 43-36-50-60. Jusqu'à 2 juillet.

Centres culturels

ALAIN BALZAC. Galerie Prax-Delavallade, 19, rue Saint-Sabin 43-36-50-60. Jusqu'à 2 juillet.

Centres culturels

ALAIN BALZAC. Galerie Prax-Delavallade, 19, rue Saint-Sabin 43-36-50-60. Jusqu'à 2 juillet.

Centres culturels

ALAIN BALZAC. Galerie Prax-Delavallade, 19, rue Saint-Sabin 43-36-50-60. Jusqu'à 2 juillet.

Centres culturels

ALAIN BALZAC. Galerie Prax-Delavallade, 19, rue Saint-Sabin 43-36-50-60. Jusqu'à 2 juillet.

MOULIN ROUGE. 20h, dîner dansant, champagne et revue. 510 F. 22h et 0h, champagne et revue. 350 F. PRIX NETS TOUT COMPRIS.

MUSÉE RODIN. 77, rue de Varenne (7^e) - M^e Varenne. DODEIGNE. Tous les jours, sauf mardi, de 10 heures à 17 h 45.

LUCINDA CHILDS DANCE COMPANY. Abonnement 88. Brochure gratuite sur demande. 42 60 94 27.

GALERIE DU CYGNE. 5, rue Principale, 75002 PARIS - Tél. 43-26-00-59. FEMMES par Lévy-Dhurmer, Gerxev, Hawkins, Kupka, Rochegrosse.

ORANGE 88. Président: Olga HERMITTE. Directeur Général: Raymond DUFAUT. WAGNER L'ANNEAU DU NIBELUNG.

THEATRE DU SOLEIL. Dernières du 1^{er} au 19 juin. L'INDIADÉ OU L'INDE DE LEURS RÊVES. D'HELENE CIXOUS.

GEORGE BALL. Galerie Vieille-du-Temple, 23, rue Vieille-du-Temple (42-53-07-74). Jusqu'à 9 juillet.

RUTH FRANCKEN. Œuvres 1968-1976. Galerie Michel Vidal, 45, rue de Valenciennes (43-42-22-71). Jusqu'à 11 juin.

ROSELINE GRANET. Galerie Darthen Speyer, 6, rue Jacques-Callot (43-54-78-41). Jusqu'à 11 juillet.

ELIE LASCAUX A PARIS. Galerie Louis Leiris, 47, rue de Monceau (42-63-28-85). Jusqu'à 25 juin.

MICHAEL LONSDALE. Galerie Jacqueline Felman Bastille, 8, rue Popincourt (47-00-67-71). Jusqu'à 30 juin.

DAVID LEVINE, AARON SHIKLER. Galerie Claude Bernard, 7-9, rue des Beaux-Arts (43-26-97-07). Jusqu'à 18 juin.

VALÉNTIN RUHLÉ. Galerie Stadler, 51, rue de Seine (43-26-91-10). Jusqu'à 18 juin.

SUSAN SCOTT, PETER FLETCHER. Galerie Nikki Diana Marquardt, 1, place des Vosges (42-78-21-00). Jusqu'à 11 juin.

YVES OPPENHEIM. Œuvres récentes. Galerie Prax-Delavallade, 19, rue Saint-Sabin (43-36-50-60). Jusqu'à 2 juillet.

YVES OPPENHEIM. Œuvres récentes. Galerie Prax-Delavallade, 19, rue Saint-Sabin (43-36-50-60). Jusqu'à 2 juillet.

YVES OPPENHEIM. Œuvres récentes. Galerie Prax-Delavallade, 19, rue Saint-Sabin (43-36-50-60). Jusqu'à 2 juillet.

YVES OPPENHEIM. Œuvres récentes. Galerie Prax-Delavallade, 19, rue Saint-Sabin (43-36-50-60). Jusqu'à 2 juillet.

YVES OPPENHEIM. Œuvres récentes. Galerie Prax-Delavallade, 19, rue Saint-Sabin (43-36-50-60). Jusqu'à 2 juillet.

YVES OPPENHEIM. Œuvres récentes. Galerie Prax-Delavallade, 19, rue Saint-Sabin (43-36-50-60). Jusqu'à 2 juillet.

لو كندا من الاموال

مكتبة

AUJOURD'HUI PREMIERE SORTIE MONDIALE

"FILM MAGNIFIQUE"

FRANCE SOIR

"Mieux qu'un film, BIRD est un sublime et poignant chorus à la gloire d'un des plus grands génies de ce siècle".

LE NOUVEL OBSERVATEUR

"BIRD est un chant d'amour"

LIBERATION

"Forest Whitaker campe un BIRD monumental et tendre, très fort et convaincant"

LE MONDE

"L'un des films les plus audacieux et les plus libres que le cinéma américain nous ait proposé depuis longtemps"

GLOBE

UN FILM DE CLINT EASTWOOD

BIRD

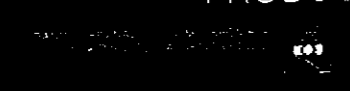


"Il n'y a pas de deuxième acte dans une vie d'Américain." - F. Scott Fitzgerald



PRIX D'INTERPRETATION MASCULINE FOREST WHITAKER CANNES 1988

WARNER BROS. PRESENTE UNE PRODUCTION MALPASO
"BIRD" FOREST WHITAKER DIANE VENORA MUSIQUE DE LENNIE NIEHAUS ECRIT PAR JOEL OLIANSKY
PRODUCTEUR EXECUTIF DAVID VALDES PRODUIT ET REALISE PAR CLINT EASTWOOD



DISTRIBUE PAR WARNER BROS. (Translation) Inc.



FROM WARNER BROS. A WARNER COMMUNICATIONS COMPANY

THEATRE

SPECTACLES NOUVEAUX
(Des jours de présence et de réalité... sous indicateurs entre parenthèses)
DIALOGUE SUR MINNETT. Galerie Art (47-37-31-36) (dim., lun., 20 h 30 (1h)).

BOUFFES PARISIENS (42-96-60-24). Si jamais je te place : mar. 21 h.
BOUFFONS-THÉÂTRE DU XIXE (42-38-35-53). Schœlcher Story : 19 h 45. Rel. dim., lun. Signe blairées, ascendant mon- ton : 21 h. Rel. dim., lun. D'Improvisation théâtrale de Dom Juan : lun. 20 h 30.

MAISON DE LA POÉSIE (42-36-27-53). D' Poésie chinoise : jeu. 20 h 30.
MAIRIAIS (42-78-03-53). Les Vaincus : 21 h. Rel. dim., lun.
MARIE STUART (45-08-17-80). Angèle City : 20 h. Rel. dim., lun. C'est pas par- ti : 22 h. Rel. dim., lun. Zoo Story : jeu. ven., sam., mar. 18 h 30. Rel. mer., jeu., dim., lun.

SAINT-DENIS (UNIVERSITÉ DE PARIS VII) (42-61-63-64). O Les Ca- rraires dans l'histoire (colloque) Festival Carraires : 9 h 30 et 14 h.
SANNON (CENTRE CYRANO DE BERGERAC) (39-81-81-56). D' Cyrano de Bergerac : sam. 20 h 30, ven. 14 h 30.
SANTROUVILLE (THÉÂTRE DE SARTROUVILLE) (39-14-23-77). D' His- toire du râpe : sam. 21 h.

Les salles à Paris

ANTOINE - SIMONE-BERRIAU (42-09-77-11). Les Cahiers tant : 20 h 30, sam. 17 h 30 et 21 h, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.
ARCAN (42-38-19-70). Prestaqui ! : 20 h 30. Rel. dim.

LA BASTILLE (42-37-42-14). Voyage autour de la Méditerranée : 19 h 30 (7).
LA NUIT SUSPENDUE. Berry (43-57-51-55) 20 h 30 (7).
SI JAMAIS JE TE PLACE. Bouffes parisiens (42-96-60-24) 21 h (7).

OPÉRA-COMIQUE - SALLE FAVART (42-96-06-11). D' Thais : jeu., ven., lun., mar. 19 h 30.
ORANGÈRE DE BAGATELLE (42-81-19-19). D' Les Femmes de Corinthe : 21 h, dim. 19 h.
PALAIS DES GLACES (46-07-49-93). Poésie. J'ai pas le choix, je chante : 20 h 30. Rel. dim., lun.

NOTRE-DAME DE PARIS (Entrée libre). D' Pascal Rouet, 17 h 45, dim. Orgue. Œuvres de Mabit, Radulescu, Leguay, Messiaen. Entrée libre.
OPÉRA-COMIQUE. Salle Favart (42-96-06-11). C. Cantin, L. Cabasso, J.-E. Bayouzet, 20 h 30, ven. Fl. piano, G. Tassin, M. Gassard, G. Fournier, P. Ponce, L. Postollec, D. Verité (perc.). Œuvres de Kabeala, Jolivet, Bartok.

VOTRE TABLE CE SOIR
DINERS AVANT SPECTACLE
DINERS RIVE DROITE
RIVE GAUCHE
SOUPEURS APRÈS MINUIT
ALSACE A PARIS
LA TOUR D'ARGENT

THÉÂTRE NATIONAL DE L'EUROPE (43-25-70-32). La Moutrie : 20 h 30, dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.
ŒUVRE (48-74-42-52). Exercices de style : 20 h 45, sam. 17 h 30. Rel. dim., lun.
OPÉRA-COMIQUE - SALLE FAVART (42-96-06-11). D' Thais : jeu., ven., lun., mar. 19 h 30.

MUSIQUE
Les concerts
CENTRE CULTUREL SUÉDOIS (42-71-82-20). Lars Frykholm, Anders Wadenström, 20 h 30, mar. Cello, piano. Œuvres de Byström, Poulenc, Tchaikowski, Werners. Entrée libre.
CENTRE MANDAPA (45-89-01-60). H. Bonna, D. Mousard, 20 h 30, sam. Sitar, tabla, Musiques de l'Inde du Nord. Œuvres de B. Chatterjee, D. Chatterjee, Chant, mridangam. Musique de l'Inde du Sud, musique carnatique.

Région parisienne

ARGENTEUIL (SALLE JEAN VILAR) (39-61-25-29). D' Les Visions de Simone Machard : jeu., ven. 20 h 30.
AUBERVILLIERS (THÉÂTRE DE LA COMMUNE) (48-34-67-67). L'Oiseau bleu : 20 h 30, dim. 16 h 30. Rel. dim. soir, lun.

THÉÂTRE MUSICAL DE PARIS (42-21-00-86). Orchestre et Chœur symphoniques d'Atlanta, 20 h 30, jeu. Dir. Robert Shaw. Œuvres de Beethoven, Stravinski. Dans le cadre du IVe Festival international d'orchestres.
THÉÂTRE MOGADOR (42-61-19-83). Renato Scotta, 20 h 30, lun. Soprano, P. De Courcy (piano). Œuvres de Rossini, Mozart, Gounod, Ciza, Catalani, Mascagni.

VENIA

Handwritten signature or mark at the bottom of the page.

de 13:50

ARTS ET SPECTACLES

CINEMA

La cinémathèque

Palais de Chaillot (47-04-2494)
MERCREDI
Cyclo de restaurations: Mysterium
Frischerwald (1922), de Bertold Brecht...

Cyclo de restaurations: Qui venait avec son chien
de S. Dubor, Visage de bébé (1983) de J. Gascou...

LES FILMS NOUVEAUX

LE BEAU-PERE (*) Film américain
de Joseph Ruben, v.o.: Forum Horizon...

LE GRAND CHEMIN (Fr.): Lucernaire
de 19:05, 18 h 10, 20 h 15, 22 h 20: la
Siège de Mississipi, sur: à 12 h...

LES QUATRE AS DU MAC-MAHON
(v.o.) Mac-Mahon, 17 (43-29-79-89)
L'Homme au bras d'or, ven. à 14 h...

LES NUITS DE LA PLEINE LUNE
(Fr.): Saint-Lambert, 15 (43-32-91-68)
Mer. 18 h, jeu. 21 h, ven. 22 h...

LES ANNEES SANDWICHES (Fr.):
UGC Odéon, 6 (43-25-10-30)
Le film américain d'Henry King...

LES ANNEES SANDWICHES (Fr.):
UGC Odéon, 6 (43-25-10-30)
Le film américain d'Henry King...

**Le Monde
INTERNATIONAL**



LA COMISION DE LAS COMUNIDADES EUROPEAS
organiza concursos de méritos reservados a nacionales españoles (m/f) para 2 o 3 puestos de

DELEGADOS (A3)
en los países en vías de desarrollo
1 puesto de

JEFE DE DIVISION (A3)
(formación universitaria indispensable, 15 años de experiencia profesional).
1 puesto de

ADMINISTRADOR PRINCIPAL (A5/A4)
(formación universitaria indispensable, 12 años de experiencia profesional).
Para los detalles solicitar los anuncios de concurso a:

A COMISSÃO DAS COMUNIDADES EUROPEIAS
organiza um concurso documental reservado a nacionais portugueses (m/f) para 1 lugar de

CHEFE DE DIVISÃO (A3)
(formação universitária indispensável, 15 anos de experiência profissional).
Para mais informações peça o aviso de concurso a:

Commission des Communautés européennes, Division Recrutement, rue de la Loi 200, B-1049 Bruxelles.
Tél.: 02/235.11.71.

Product manager connecteurs en Forêt Noire

Notre Société, filiale française d'un puissant groupe anglais (3 000 personnes), spécialisée dans la fabrication de connecteurs souhaite accentuer sa pénétration sur le marché allemand et recherche un Product Manager.

D'abord chargé de développer les ventes de produits en connectique modulaire, vous assisterez ensuite le Directeur Marketing français pour l'ensemble de nos produits en Europe et notamment en Allemagne.

Un diplôme d'ingénieur en poche (électricité, mécanique) ou un IUT de bon niveau (Compiègne), une première expérience de 3 ans minimum de la vente de produits similaires, une parfaite maîtrise de la langue allemande... et le goût pour vivre en Allemagne... pour y prendre racines. Vous possédez tout cela à la fois... Résidence dans la région de STUTTGART... à 1 h 30 de Strasbourg. A quelques kilomètres des pistes de ski. Rémunération: 330 KF/an.

Ecrire, sous la référence 612/C/CE, à l'attention de Marc GALOPIN, à
CAPFOR - 15, rue de la Paix - 75002 PARIS.

CAPFOR
PARIS - LYON - AIX-MAISELLE - NANTES - CLERMONT-FERRAND
ANGERS - AUCH-TOULOUSE - BREST - NICE - NORT - QUIMPER - ROUEN - STRASBOURG

Organisation internationale basée aux Pays-Bas
CERCHE

CHARGÉ D'ÉTUDES ET DE PROJETS

SES RESPONSABILITÉS SERONT:

- La gestion de programmes de diffusion d'information;
- L'édition de textes en langue française.

LA PERSONNE RECHERCHÉE AURA:

- Un diplôme d'études techniques supérieures en gestion, secrétariat, administration ou documentation;
- Une bonne maîtrise du traitement de texte;
- Une expérience dans la gestion ou l'administration;
- Une maîtrise parfaite de la langue française et une bonne connaissance de l'anglais.

Les candidats doivent être ressortissants d'un pays de la CEE ou ACP membre de la convention de Lomé.
Salaire attractif et bonnes conditions de travail.
Il sera répondu qu'aux candidatures pour examen.
Faire offre avec C.V. et références à n° 7 084.
LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue Montessuy, 75007 PARIS.

FRENCH GOVERNMENT BOND TRADER
— LONDON BASED —

Credit Suisse First Boston is world renowned as a leading international investment bank and is looking for an outstanding individual to join our highly professional and successful trading team in London.

You must have at least two years experience of trading in the French Government Bond Market and have the talent and determination to succeed in this demanding environment. Fully conversant with the market, and fluent in English, you should also be familiar with settlement procedures.

We offer a generous salary together with all the benefits you would expect from a highly respected and prestigious organisation.

Please write with full career details to Karen Petersen, Credit Suisse First Boston, 2a Great Titchfield Street, London W1 7AA, England.

CSFB

DIRECTEUR GÉNÉRAL

LA SOCIÉTÉ est une corporation basée aux Etats-Unis spécialisée dans la fabrication et la fourniture d'équipements de câblage des bâtiments dans l'industrie de communication. Notre équipement est devenu la norme de l'industrie aux Etats-Unis et au Royaume-Uni où nous avons nos premiers réseaux européens.

LA PERSONNE que nous recherchons doit être française maîtrisant parfaitement l'anglais (au moins écrit).

LE RÔLE est de créer une filiale française et de développer l'organisation au moyen des ventes en France afin qu'elle soit autofinancée dans un délai de six mois.

LA RÉMUNÉRATION dépendra du succès de la société, et une personne enthousiaste et motivée pourra réussir.

ENVOYEZ votre dossier de candidature en précisant votre rémunération actuelle.

Ecrire soit en français soit en anglais à l'attention de Mr. R. White:
MTS Ltd
20 Neath Way
Valley Park
Chandler's Ford
Hants, SO5 3SU
Grande-Bretagne.

NOUS RECHERCHONS UN REPRESENTANT/MULTI-CARTES POUR LA FRANCE

Il s'agit d'une personne d'âge mur, active, indépendante, en mesure de communiquer avec facilité, ayant de préférence des connaissances en imprimerie mais surtout apte à ASSURER LES VENTES.

Une connaissance de la langue anglaise, bonne sans être parfaite, est essentielle. La base du représentant devra faciliter l'accès aux centres et locaux commerciaux et industriels comportant la clientèle de fond.

Un programme publicitaire et les documentations de marketing aptes à susciter l'intérêt des clients sont prévus.

La rémunération est prévue exclusivement à partir d'une commission assurant un revenu potentiel du plus grand intérêt.

Entrevues à Paris-France.
Répondre SVP: KNP Group Limited,
Oxleasow Road, REDDITCH, B98 0RE.

DOUX

1^{er} Producteur Européen de Volailles:
Avec un CA de 2 milliards, notre activité couvre l'ensemble de la filière Avicole (scoovage, fabrication de l'aliment, abattage et conditionnement des volailles, transport par mer et par route, filiales de distribution.)

Présent en France, nous réalisons 90 % de notre CA à l'export. Nous recherchons pour les marchés Anglo-Saxons, où nous sommes solidement implantés un:

CADRE EXPORT CONFIRMÉ

Âgé de 30 ans mini., vous êtes totalement bilingue Français-Anglais. Vous avez une expérience de la commercialisation de produits de préférence alimentaires dans les pays Anglo-Saxons. En plus du fait de votre niveau de formation et de votre vécu, la culture Anglo-Saxonne est un milieu familier pour vous. Le Groupe DOUX vous propose de prendre en charge la responsabilité complète de ses activités commerciales (poulet entier, découpes de volailles, produits élaborés à base de viande de poulet) dans les pays Anglo-Saxons. Ce poste, aux fonctions larges, évolutives est basé à notre siège de CHATEAULIN (29).

Envoyer C.V. + lettre + photo à:
DOUX S.A.
BP 22 - 29150 CHATEAULIN.

SCORE

SECRETARY GENERAL

International Planned Parenthood Federation (IPPF), the largest worldwide voluntary family planning movement, seeks a Secretary General to head its international secretariat in London.

We seek a Manager to create an appropriate structure and to coordinate headquarters' activities; an Ambassador to serve as an advocate for family planning and IPPF; and a Visionary to help reflect future priorities and to provide leadership. Family planning experience is a decided plus but not a requirement.

The salary will be commensurate with experience. Please write in English, giving full information regarding education, business experience, current earnings and home address and telephone number. As a leading international firm of management consultants retained by our client to select this executive, we undertake that no information will be released without prior consent after a personal interview. Please write to Box number:

N° 6027
Le Monde Publicité
5, rue de Montessuy, Paris 7^e.

**Gouvernement de l'Etat du QATAR
Ministère de la Défense**
recrutons

UN PROFESSEUR DE FRANÇAIS ET DE MATHÉMATIQUES

de nationalité Française avec qualification adéquate et expérience pour enseigner au:

Centre d'éducation des forces armées Qataris

- Salaire: 5 100 Riels Qataris / mois; augmentation annuelle de 300 Riels
- Avantages: Logement meublé tout confort gratuit
- Congés annuels: 45 jours payés + billet aller / retour gratuit pour le candidat et sa famille
- Durée du contrat: 3 ans

Prière d'envoyer un C.V. + copies des diplômes et expériences avec photos récentes au:
CENTRE D'EDUCATION DES FORCES ARMÉES
B.P. 8740 - DOHA - Etat du QATAR

CAN YOU MANAGE AMNESTY INTERNATIONAL'S LANGUAGE PROGRAM?

- Do you have solid experience of managing information programs aimed at audiences in different cultures and speaking different languages?
- Do you have an understanding of the specialized problems of translators and interpreters?
- Do you have the ability to manage translation teams, volunteers and production units in various countries, all of whom, like you are working under pressure?

If you do, consider applying to head AI's new Language Program Unit at its International Secretariat in London. The unit of eight includes Arabic, French and Spanish teams and coordinates external interpretation and translation services in some 50 languages when necessary.

SALARY: Starts at £ 15 431 pa, from sept. 88, rises to £ 18 626 pa.
CLOSING DATE FOR RECEIPT OF COMPLETED APPLICATION FORMS: 15 JULY 1988.
INTERVIEWS SCHEDULED FOR WEEK COMMENCING 22 AUGUST 1988.

For further information and an application form, please contact:
Personnel Office, Amnesty International
International Secretariat
1 Easton St, London WC1X 8DJ
United Kingdom
Tel.: (1) 857-3805 (24 h answering machine).

amnesty international

UNIVERSITY OF BRADFORD. APPOINTMENT OF Vice-Chancellor

The University of Bradford is seeking a successor as Vice-Chancellor and Principal to Professor John C. West, CBE, who will be retiring from office in September, 1989.

Persons interested in being considered for the post or wishing to suggest any names for consideration, are invited to write in confidence to Roger W. Suddards, CBE, Pro-Chancellor and Chairman of Council, c/o Acting Registrar, University of Bradford, Bradford, West Yorkshire, England, BD7 1DP not later than 8th July, 1988.

Further particulars can be obtained from the Acting Registrar at the above address. The University is an equal opportunity employer

POSTES OUTRE-MER

Certains de postes bien payés. Rev. assurés d'impôt. Avantages sociaux int'gr. Occ. pour tous, métiers spécialisés, professe., administrateurs, techniciens, etc. Renseignements gratuits. Ecrire à: Services Emplois Outre-mer, dépt L.M. 1255, bd Lanté, chambre 208, ville Mont-Royal, Québec, Canada H3P 2Y1.

Recr. TRADUCTEURS/TRICES biling. exp. angl./français, en poste dans nos bureaux de Londres. Envoyer C.V. à Translates LTD 116-128 North End Road, Londres W14 9PP, UK.

Pour notre bureau DE TRADUCT. EN RFA nous recr. plusieurs TRADUCTEURS TECHNIQUES bilingues de langue maternelle française ou anglaise. Une bonne connaissance de la langue allemande est exigée. Adr. c.v. à: Ing. Büro Dr. W.D. HAEHL GmbH Eisenwälder, 118 D. 7000 Stuttgart RFA.

OFFRES D'EMPLOIS

Rech. COIFFEUR(S) 25-35 ans, selon mode, exp. Capillar, barbière Sud. Tél.: 64-41-00-90.

DEMANDES D'EMPLOIS

J.F. cherche poste communication, rédaction, rewording, secrétaire de rédaction. Ecrire sous le n° 8 601. LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Montessuy 75007 Paris.

SÉLECTION IMMOBILIÈRE

Merlin L'INVESTISSEMENT SÉCURITÉ MERLIN : L'EXPERIENCE DE L'IMMOBILIER LOISIRS Résidence "Les Marines de la Corniche" APPARTEMENT + terrasse + box fermé compris pour 169.000F

BUREAUX MERLIN tous les jours 9 h - 19 h même samedi 4-6, Avenue de Paris 94300 VINCENNES (0) 43.74.12.24

RESIDENCES PRINCIPALES Vous un choix d'adresses sélectionnées par Jacques Netter pour la qualité de leur réalisation immobilière

L'AGENDA Animaux CLUB VACANCES DES ANIMAUX PERSON CHECKS, CHATS Bijoux TS LES BIJOUX ANG. ÉTOILE OR Informatique Travaux divers

vacances - Tourisme - Loisirs LE GRALL-OU-ROI (30) 35 JOURS ENFANTS ETÉ 88

LA SÉLECTION DES INSTITUTIONNELS APPARTEMENTS ET MAISONS À LOUER



Table with columns: DÉPART/ARRONDISSEMENT, ADRESSE, TYPE D'APPARTEMENT/Maison, Surface (m²), LOYER MOYEN, PROVISIONS POUR CHARGES, COMMERCIALISATEUR, OBSERVATIONS/ÉVÉNEMENTS. Lists various properties across Paris and its suburbs.

COMMERCIALISATEURS TABLEAU with columns: SIGLES UTILISÉS, NOM, ADRESSE, TÉLÉPHONE. Lists real estate agencies and their contact information.

renseignements et réservations 45-55-91-82, poste 43-24. Includes a small map and additional contact details.

Handwritten Arabic text: عدد من الإعلانات

Économie

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

POINT DE VUE

Plaidoyer pour le livret A

par J.-P. THOLON

président du directeur du Centre national des caisses d'épargne et de prévoyance.

Les travaux actuellement menés au sein du Conseil national du crédit sont essentiels pour permettre aux institutions financières françaises de se préparer aux risques considérables de délocalisation de l'épargne dans un espace financier européen librement ouvert à la circulation des capitaux, sans harmonisation fiscale préalable.

Il est surprenant, mais un peu décevant cependant, que les débats se soient excessivement focalisés sur le thème purement hexagonal de la banalisation du livret A, thème non négligeable mais à tout prendre secondaire au regard de la globalité du problème posé.

Il est non moins surprenant de constater que les banques, qui, depuis toujours, n'ont cessé de porter des attaques soutenues contre le livret A, découvrent aujourd'hui ses vertus au point d'en réclamer leur part, au nom de l'esprit de Bruxelles.

L'intérêt du client

L'attachement des Français à leur livret A relève d'une tradition socioculturelle diffuse dans laquelle on peut discerner trois motifs très rationnels : sa défiscalisation, sa sécurité et sa commodité d'utilisation.

Les épargnants considèrent l'exonération fiscale du livret A comme un droit acquis et traditionnel ; toute menace de suppression de cette exonération serait particulièrement mal perçue.

La rémunération du livret A doit être « honnête ». Avec un taux d'inflation maintenu autour de 3% et la stagnation des revenus salariaux, les déposants sont particulièrement attachés à obtenir, dans des conditions de sécurité que n'offrent pas toujours les autres formes de placement, une rémunération réelle positive.

Le livret A des caisses d'épargne demeure à la fois un des meilleurs outils de promotion de l'épargne populaire, mais aussi de sa gestion au quotidien. Les caisses d'épargne l'ont développé au fil du temps comme un quasi-service public, en spécialisant leur système de distribution de façon à traiter, au meilleur coût d'intermédiation, une multiplicité d'opérations sur des livrets généralement de faible montant unitaire.

L'ouverture aux banques ne manquerait pas de casser ce dispositif. Non seulement la répartition des dépôts entre tous les réseaux entraînerait un accroissement inévitable des coûts de gestion, mais, dans une logique de rentabilité commerciale, on peut craindre que les petits déposants, c'est-à-dire la grande majorité des titulaires de livrets A, se voient privés des commodités de service dont ils bénéficient aujourd'hui chez l'Écureuil.

Lorsque les banques réclament le livret A, on peut, en effet, penser que c'est moins le produit lui-même et ses contraintes qu'elles revendiquent qu'un accès aux seuls déposants les plus aisés de l'Écureuil et à la capacité d'épargne qu'ils représentent.

Jusqu'à présent, les banques dénonçaient le caractère anti-économique du livret A aux motifs qu'il ne servirait pas à financer des investissements productifs, que son coût fiscal serait excessif et que sa rémunération fausserait la hiérarchie des taux.

Le livret A sert à financer le logement social, les grands équipements des collectivités locales et toute une série d'équipements sociaux. Ces équipements, outre leur aspect prioritaire, qui justifie l'appel à un financement bon marché, ont une utilité économique avérée soit directement, soit par l'effet d'entraînement qu'ils provoquent sur les autres secteurs de l'économie.

On peut s'interroger sur l'utilité économique comparée entre une épargne sur livret A investie en équipements nationaux et un placement en FCP constitués de valeurs japonaises ou sud-africaines.

S'agissant du coût fiscal du livret A, la réponse est simple. Les intérêts versés aux épargnants par les caisses d'épargne Écureuil en 1987 se sont élevés à 18 milliards.

Une fiscalisation au taux fort du prélevement libératoire à 45% aurait rapporté environ 3 milliards à l'État. Mais il faut savoir que la marge entre le taux de la collecte et celui des emplois a permis, au titre du même exercice, de faire bénéficier le budget de l'État d'un fonds de concours de l'ordre de 10 milliards de francs au titre de la garantie attachée aux livrets.

En ce qui concerne de la rémunération du livret A, il convient là aussi d'être clair : elle n'a rien d'excessif, surtout lorsqu'on la compare, par

exemple, au rendement actuel des SICAV de trésorerie. Il faut affirmer aussi que le taux du livret A a très largement perdu son rôle directeur, aujourd'hui que le foyer de l'argent s'établit librement sur des marchés beaucoup plus sensibles aux variables internationales qu'à l'influence des quelques taux encore réglementés en France. On peut donc difficilement prétendre que le taux du livret A serait en lui-même un obstacle à la baisse des taux des crédits bancaires.

A ces arguments traditionnels qui plaident en vain pour la disparition du livret A, les banques en ajoutent désormais d'autres tendant, de façon pour le moins contradictoire, à justifier sa généralisation.

Parmi ceux-ci, la nécessité d'une libre concurrence. La querelle me paraît relever d'un autre âge.

S'il est vrai que le monopole de distribution du livret A a permis aux caisses d'épargne Écureuil de bâtir leur notoriété, elles en ont payé très largement le prix par leur maintien sous une tutelle et dans une spécialisation qui les ont exclues de bien des secteurs et marchés sur lesquels on ne peut être efficace du jour au lendemain.

Depuis cinq ans, les caisses d'épargne ont accompli, à l'instigation des pouvoirs publics, un effort considérable pour accéder au statut d'établissement de crédit de droit commun avec les contraintes, notamment fiscales, qui s'y attachent et aussi avec des perspectives de diversification de leurs activités. Les résultats qu'elles ont obtenus sont souvent significatifs, parfois spectaculaires.

Encore convient-il que la libre concurrence s'instaure de façon effective, chacun des concurrents ayant les mêmes chances de réussir et donc que l'évolution vers la banalisation soit progressive. A défaut, elle risquerait de mettre les caisses d'épargne dans la situation bien connue des agneaux libres parmi des loups libres.

L'utilité économique

Revenons au terrain de la stricte utilité économique.

Le financement des équipements prioritaires doit être assuré. Le système actuel y pourvoit, et l'intervention supplémentaire des réseaux bancaires n'ajouterait rien, bien au contraire.

L'intervention des banques dans la distribution du livret A ne peut prétendre contribuer à accroître l'épargne nouvelle, mais seulement à organiser des transferts sur les stocks existants avec le risque de liquéfier une épargne dont la stabilité est à la base du système actuel et des emplois longs qu'il rend possible.

En revanche, cette intervention aurait plutôt tendance à déstabiliser les habitudes et les comportements des épargnants, au risque de dégrader un peu plus le taux d'épargne des ménages, dont le niveau actuel est unanimement jugé insuffisant.

L'éclatement du système en plusieurs canaux de collecte ne manquerait pas d'avoir des conséquences à la hausse sur le coût de l'intermédiation par l'accumulation des frais de gestion et en raison de transferts de liquidités aujourd'hui peu ou pas rémunérés.

Par ailleurs, les transferts possibles au bénéfice du système bancaire laissent entier le problème posé à la Caisse des dépôts et consignations de conserver les fonds en couverture des prêts antérieurement consentis sur les stocks d'épargne du livret A. Les banques tenteront, en effet, d'échapper aux contraintes d'une centralisation à 100% à la CDC, d'autant plus que la rémunération offerte (0,75% pour les caisses d'épargne actuellement) est très au-dessous de leurs marges habituelles.

L'approche européenne

C'est sous couvert de l'instauration en 1993 d'un grand marché intérieur européen que les banques ont développé leur argumentation en faveur d'une banalisation du livret A.

Il est clair que la question de la compatibilité du livret A dans sa double spécificité fiscale et de distribution méritait d'être posée. Il est tout aussi clair qu'en l'état actuel des réflexions et de la réglementation européenne cette compatibilité existe.

Certes, la philosophie européenne cherchera à limiter tout ce qui peut apparaître comme une restriction au principe de liberté de distribution, mais des exceptions sont expressément prévues dans le traité de Rome auxquelles le livret A répond très précisément, s'agissant de financer des emplois d'intérêt général.

Vu sous cet angle, le livret A est parfaitement compatible avec l'Europe, et le simple bon sens conduit à préserver son caractère exceptionnel. Comment peut-on pré-

tendre raisonnablement contrôler un système étendu à tous les établissements bancaires, y compris étrangers éventuellement ?

En tout état de cause, il paraît surprenant de vouloir traiter d'urgence le problème du seul livret A, alors même que d'autres produits différenciés : le CODEVI, le livret d'épargne populaire, l'épargne-logement, posent des problèmes d'incompatibilité bien plus flagrants.

Le véritable problème n'est pas celui des produits, mais bien celui de l'harmonisation de la fiscalité de l'épargne à l'intérieur de l'Europe. Celle-ci pose, à terme, le problème redoutable de la délocalisation des flux d'épargne nationaux. Nos caisses d'épargne frontalières en savent déjà quelque chose. Contrairement à ce que l'on pourrait penser, préciser aujourd'hui une généralisation du livret A à tous les établissements financiers ne ferait que rendre plus aléatoires encore les chances d'une harmonisation européenne qui ne soit pas une exonération fiscale généralisée finalisée au regard des impératifs budgétaires des États de la Communauté.

Les responsables financiers français ne doivent pas aborder l'Europe dans la perspective d'une concurrence franco-française. Il serait dommage d'en rester aux querelles de clocher, alors que les véritables enjeux se situent à l'extérieur de nos frontières.

Il n'y a aucune urgence, mais bien des risques, à banaliser le livret A. Les conséquences considérables qu'une telle mesure entraînerait et la difficulté à en maîtriser les effets doivent inciter les pouvoirs publics à la plus grande circonspection. Cela ne veut pas dire qu'il ne faille pas envisager des évolutions, mais celles-ci devraient s'inscrire dans une démarche beaucoup plus globale et progressive, permettant aux établissements financiers français d'être tous mieux armés pour affronter la concurrence européenne. Les travaux entrepris dans le cadre du Conseil national du crédit contribueront à cet objectif, pourvu que les participants ne laissent pas les rivalités commerciales à courte vue obscurcir leurs analyses. A cette condition, les caisses d'épargne Écureuil sont disposées à nourrir la réflexion.

Mai 1988

POLIET

a pris le contrôle de

VACHETTE

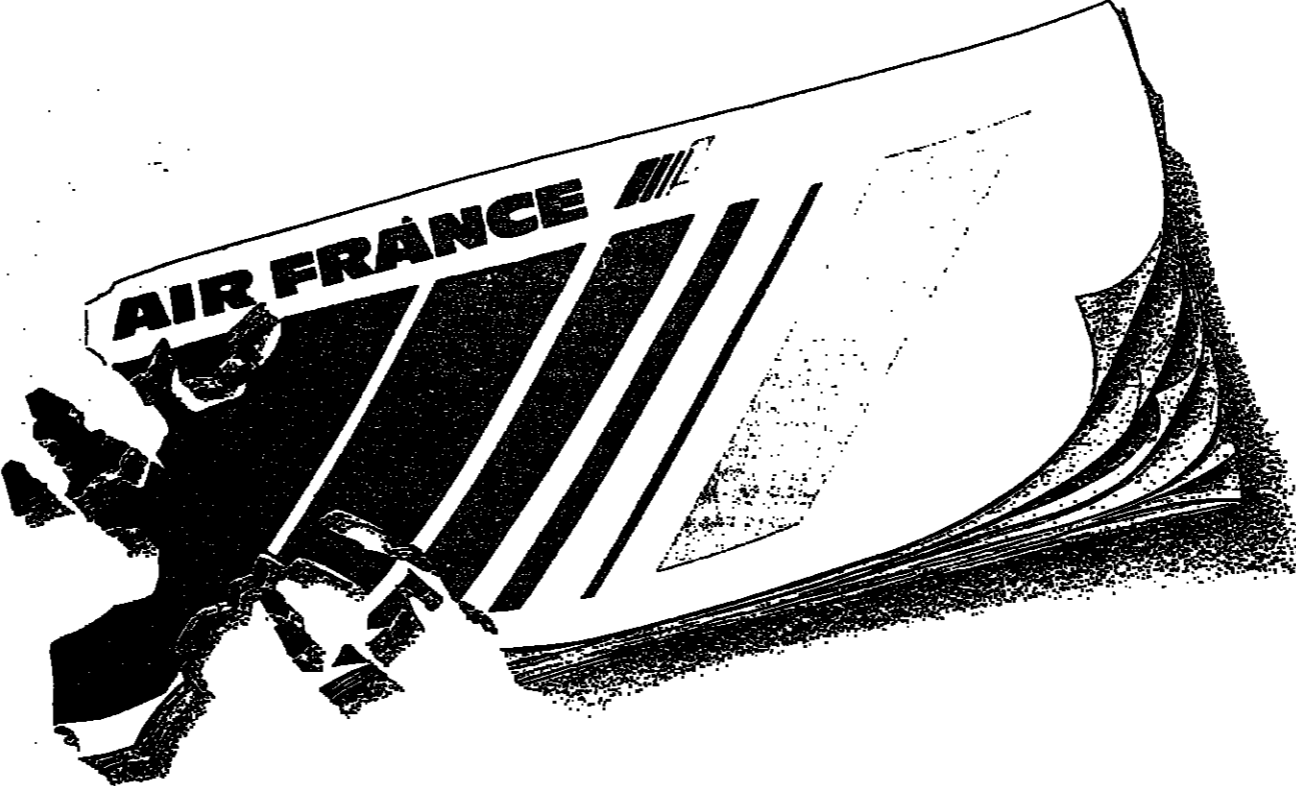
Le vendeur a été conseillé

et assisté par la

BANEXI

BANEXI Groupe B.N.P.

LES PRIX BAISSENT SUR L'EUROPE D'AIR FRANCE.



AIR FRANCE PREND LES DEVANTS EN EUROPE ET PROPOSE DES NOUVEAUX TARIFS ENCORE PLUS BAS.

| | | |
|----------------------------------|----------------------------------|----------------------------------|
| LONDRES 790 F ALLER-RETOUR | DUBLIN 1090 F ALLER-RETOUR | BERLIN 1190 F ALLER-RETOUR |
|----------------------------------|----------------------------------|----------------------------------|

| | | |
|---------------------------------|-----------------------------------|---------------------------------|
| ROME* 1470 F ALLER-RETOUR | VIENNE* 1515 F ALLER-RETOUR | MUNICH 990 F ALLER-RETOUR |
|---------------------------------|-----------------------------------|---------------------------------|

* Prix valables du 1^{er} juillet au 31 août 1988 sous réserves d'approbations gouvernementales.

Conditions particulières de vente et de transport. Prix susceptibles de modifications en fonction de la réglementation en vigueur.

AIR FRANCE INNOVÉ

Pour en savoir plus sur l'Europe d'Air France, renseignez-vous dans votre agence Air France ou auprès de votre Agent de voyages.

Marchés financiers

BOURSE DU 31 MAI

Cours relevés à 17 h 32

Main market table with columns for Valeurs, Cours, and % change. Includes sub-sections for Règlement mensuel and various stock indices.

Comptant (selection) and SICAV (selection) 31/5

Table of Comptant and SICAV securities, including Obligations, Actions, and Hors-cote, with columns for Valeurs, Cours, and % change.

Cote des changes and Marché libre de l'or

Table of exchange rates (Cote des changes) and gold market prices (Marché libre de l'or).

PUBLICITÉ FINANCIÈRE Renseignements : 45-55-91-82, poste 4330

